



LE BUREAU  
DES QUESTIONS  
EXISTENTIELLES

—  
QUE FONT  
CES ÉTOURNEAUX  
*au-dessus de nos cimetières ?*

**HITCHCOCK.** Leurs vagues sont fascinantes et leurs fientes corrosives. Au-dessus des cimetières, des squares ou au bord de la Garonne, des nuées d'étourneaux envahissent le ciel toulousain. Le phénomène aurait tendance à s'amplifier...

C'est la hantise de l'ornithophobique. Se retrouver sous une nuée de milliers d'étourneaux, dans un fracas de piailllements. Cimetières, rives de la Garonne, parcs et jardins... De novembre à février, difficile pour les Toulousains d'échapper à ces vols collectifs dans les lieux arborés : « C'est comme un tapis volant qui, en se repliant sur lui même, donne à voir des motifs assez fantastiques. Plus spectaculaire encore à Rome, ce phénomène se duplique dans la plupart des grandes métropoles du Sud de l'Europe », témoigne Guy Theraulaz, directeur du Centre de recherches sur la cognition animale du CNRS, à l'Université Toulouse-III-Paul-Sabatier. Le spécialiste explique que, si la nuée change brusquement de direction, c'est parce qu'un individu, situé à son bord, en a décidé ainsi face à un obstacle ou à un prédateur.

Durant sa migration du Nord-Est du Vieux continent vers l'Italie et l'Espagne, le volatile s'attarde dans nos villes, attiré par la chaleur grimpante. Il y pose d'autant plus volontiers ses valises que les prédateurs sont moins nombreux qu'à la campagne. Si on loue ses qualités d'insectivore, l'étourneau n'en reste pas moins classé parmi les animaux nuisibles. « Capable avec ses camarades de saccager une exploitation maraîchère en quelques minutes, il se nourrit aussi de cerises, d'olives ou de raisin », précise Guy Theraulaz. Avec une espérance de vie de 15 ans, la bête se porte à merveille. En Europe, sa population est estimée de 200 000 à 500 000 couples et le nombre grandit.

Ce sont ses fientes corrosives qui causent le plus de soucis aux citoyens, car elles s'attaquent, sans distinction, aux monuments, trottoirs, mobilier urbain, cheveux et carrosseries. En pleine saison, les services de nettoyage de la mairie de Toulouse se remettent ainsi quotidiennement à l'ouvrage. Odeur pestilentielle et glissade garanties.



Pour effaroucher les étourneaux, rien de tel qu'une fusée crépitante tirée au petit matin, quand ils dorment dans les platanes, ou au crépuscule, avant qu'ils y trouvent un nid pour la nuit. La technique, qui peut effrayer les habitants, est peu usitée. Une autre consiste à diffuser par haut-parleur le cri du geai, un de leurs pires ennemis. Mais la mairie admet que tout cela ne fait que déplacer le problème sans le résoudre. Il faudra bien s'adapter aux habitudes de ces populations, parce qu'elles ne s'adapteront pas aux nôtres. Désormais entrés en période de reproduction, les étourneaux devraient se tenir tranquilles au moins jusqu'à l'automne prochain.

Philippe Salvador ✍

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant p.10  
LA VIDÉOPROTECTION  
EST-ELLE RÉELLEMENT  
UTILE ?

Politique p.12  
POUR QUE LES ÉLUS  
AIENT UN VRAI  
STATUT

JEUDI 28 MARS > 03 AVRIL • N° 832

# Prendre le train DU NUMÉRIQUE

L'heb-DOS



© Hélène Ressayres / JT

R 29141 - 0832- F 1,00€





C'EST L'HISTOIRE D'UNE RÉVOLUTION...

à laquelle tout le monde  
n'a pas participé



J'ai un ordinateur dans mon salon. Et même une imprimante. J'ai aussi un smartphone, que je cherche d'ailleurs en permanence. Cela n'arrive pas avec un téléphone filaire. Lui au moins, je sais toujours où il se trouve ! Mais, si j'aime à dire que je suis capable m'en servir, l'initiation n'a pas été facile et j'éprouve encore des difficultés, voire de la méfiance face à ces "engins".

Je demande souvent à mon fils de m'aider parce que, sans raison apparente, je ne peux plus envoyer de photos par textos, ou parce que je ne peux plus imprimer. Cela le désespère. Ce qui lui semble évident n'est pas forcément logique pour moi. Je dois noter – sur un cahier bien sûr – toutes les manipulations pour m'en souvenir. Mais, même ainsi, je ne parviens pas toujours à mes fins.

Il m'arrive régulièrement de cliquer sur une fenêtre, et de ne plus savoir quoi faire ensuite, de crainte de tout bloquer. J'ai une peur panique d'appuyer sur un bouton qui effacerait toutes mes photos ou de donner malencontreusement des informations à un site Internet dangereux que je suis incapable de repérer. Je ne me fais pas du tout confiance et je laisse donc tout en plan, jusqu'à ce que mon fils intervienne.

Malgré tous mes efforts, je ne comprends pas le fonctionnement de l'informatique. Cela m'handicape de plus en plus, car de nombreuses démarches sont maintenant dématérialisées comme les déclarations d'impôts ou la consultation des comptes bancaires. Et cette technologie, censée simplifier les choses pour beaucoup, me les complique personnellement.



Catherine, 73 ans, retraitée

est édité par Scoparl News-Médias 3.1  
32 Rue Riquet, 31000 Toulouse  
Tél : 09.83.27.51.09  
redaction@lejournaltoulousain.fr  
Registre du commerce :  
RCSB 803 281 880  
N° Commission Paritaire :  
1123 C 83361  
ISSN : 2425.1151  
Dépôt légal à parution  
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :  
Rémi Demersseman  
RÉDACTEUR EN CHEF :  
Séverine Sarlat  
redaction@lejournaltoulousain.fr  
RÉDACTION :  
Philippe Salvador, Nicolas Mathé, Nicolas  
Belaubre, Séverine Sarlat, Axelle Szczygiel  
et Salomé Dubart.  
CHEF DE PROJET WEB :  
Fabien Pomiès  
CORRECTION :  
Thomas Gourdin  
PHOTOGRAPHES :  
Franck Alix et Hélène Ressayres  
MAQUETTE :  
Séverine Sarlat  
IDENTITÉ VISUELLE :  
www.cathycombarnous.fr  
ANNONCES LÉGALES :  
Tél. : 09.83.27.51.41  
annonceslegales@lejournaltoulousain.fr  
Le Journal Toulousain est habilité  
à publier les annonces légales  
et judiciaires en Haute Garonne  
Tarif préfectoral 2019 : 4,16 € HT la ligne.  
ABONNEMENT : 48 € pour 50 numéros  
et le contenu numérique.  
SERVICE COMMERCIAL  
(annonces légales et parutions publicitaires) :  
Véronique Lapeyre et Xavier Pamphile  
Tél : 09.83.27.51.41  
veronique.lapeyre@lejournaltoulousain.fr  
IMPRESSION : Rotimpres (Espagne)  
Pol. Ind. Casa Nova  
Carrer Pla de l'Estanty s/n  
17181 Aiguaviva (Girona)  
Journal fondé en 1997 par André Gallego

TOUT ÉQUIPÉ,  
TOUT INCLUS,  
TOUT DE SUITE<sup>(1)</sup>

Renault TRAFIC  
Grand Confort

À PARTIR DE

219€ HT/MOIS<sup>(2)</sup>

CRÉDIT-BAIL MAINTENANCE SUR 60 MOIS/100 000 KM  
1<sup>er</sup> LOYER DE 4 596 € HT<sup>(3)</sup>  
SOUS CONDITION DE REPRISE



Du 1<sup>er</sup> au 10 avril,  
**LES JOURS**  
RENAULT PRO+ | 1 KIT  
HABILLAGE BOIS  
OFFERT<sup>(3)</sup>

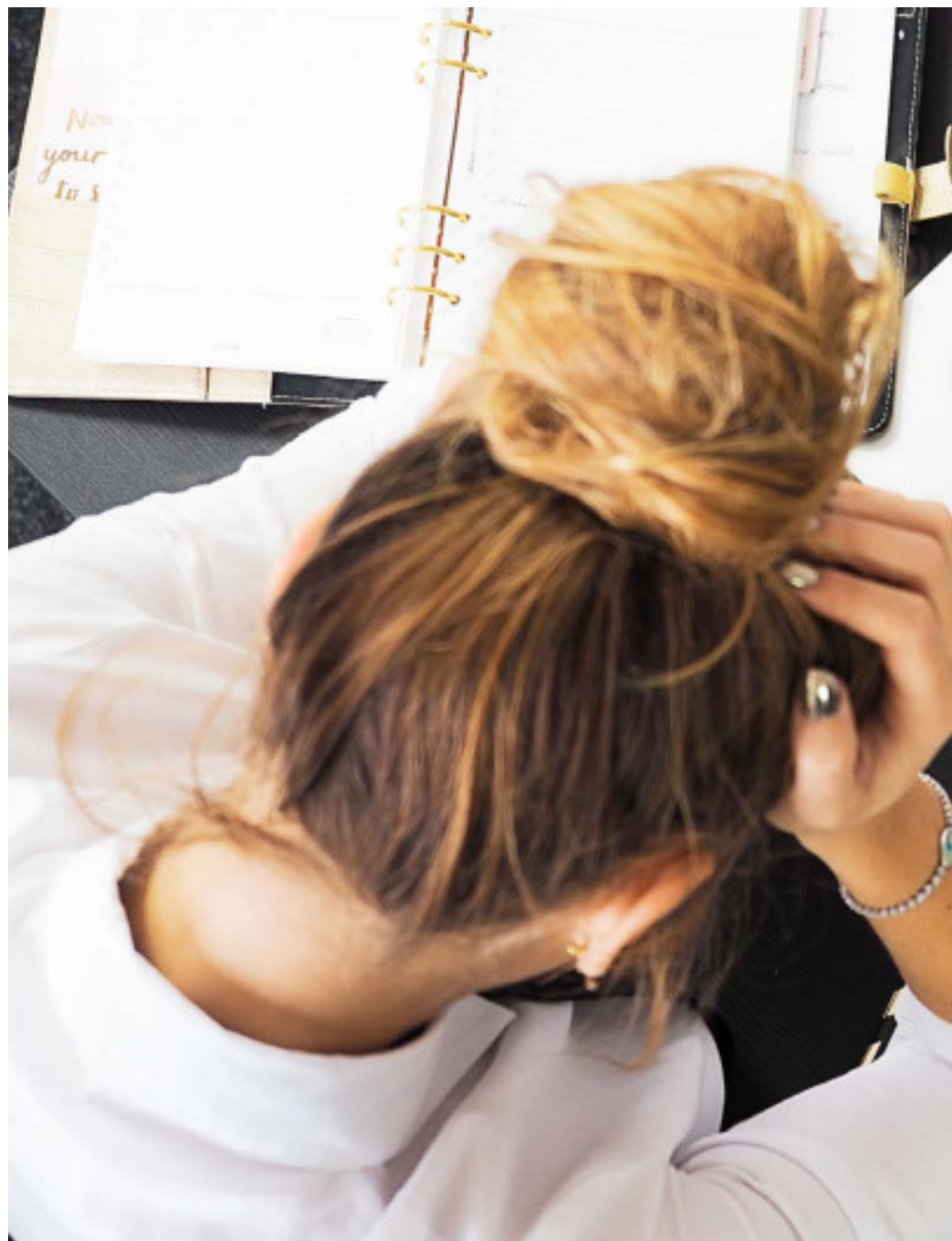
MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TRAFIC GRAND CONFORT L1H1 1000 dCi 120 AVEC PEINTURE MÉTALLISÉE, PACK EXTRA R-LINK, PACK VISIBILITÉ ET PORTE LATÉRALE GAUCHE COULISSANTE  
À 233 €/MOIS, AVEC UN PREMIER LOYER MAJORÉ DE 4988 € SOUS CONDITION DE REPRISE.<sup>(4)</sup>

(1) Dans la limite des 1 800 Renault TRAFIC GRAND CONFORT en stock dans le réseau Renault. (2) Exemple de Crédit-Bail Maintenance sur 60 mois pour un Trafic Grand Confort L1H1 1000 dCi 120 au prix remis de 15 215 € HT, soit une remise de 12 156 € HT (incluant la prime Renault de 1 500 € HT sous condition de reprise d'un véhicule de plus de 8 ans et la prime de 900 € HT pour toute commande immatriculée avant le 30/04/2019), par rapport au prix tarif conseillé n° 2209 du 04/12/2018 de 27 100 € HT, soit un premier loyer de 4 595,06 € HT, puis 59 loyers de 217,22 € HT comprenant la garantie et l'entretien pour 60 mois et 100 000 km, l'assistance au véhicule et aux personnes, selon barème et conditions contractuelles à disposition dans le réseau. En fin de contrat, option d'achat finale de 1 521,50 € HT. Le montant de la reprise servira à solder votre crédit-bail. Coût total en cas d'acquisition de 19 118,50 € HT. (2)/(4) Sous réserve d'acceptation du dossier par la Diac, SA au capital de 6 472 656 000 € - établissement de crédit et intermédiaire en assurances - siège social : 14 avenue du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand Cedex - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny - N° ORIAS : 07 004 956 - www.orias.fr. Assistance souscrite par Diac auprès d'AXA Assistance France Assurances, SA au capital de 24 099 560,20 €, entreprise d'assurance régie par le code des assurances, SIREN 451 392 724 RCS Nanterre - 6 rue André Gide 92320 Châtillon, dont les opérations sont soumises au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, c/o 4 place de Budapest - CS 92459 - 75436 Paris Cedex 09. Offres non cumulables réservées aux artisans, commerçants, sociétés (hors loueurs, administrations, clients sous protocoles nationaux ou régionaux), valables du 01/04/2019 jusqu'au 10/04/2019 dans les points de vente participants. Intermédiaires non exclusifs. (3) Kit Habillage Bois Premium offert, comprenant un plancher bois, des passages de roues et périphériques pour tout utilitaire transport fermé, d'une valeur de 700 € HT, hors pose. Produit homologué Renault. Offre valable pour toute commande passée entre le 1<sup>er</sup> et le 10 avril, dont la livraison intervient avant le 30 septembre 2019.



### 3 COMPRENDRE

**VENI VIDI WIFI.** Les années 2000 ont vu l'avènement de l'ère du numérique. Réalité virtuelle, objets connectés, démarches dématérialisées et nuage informatique. Cette révolution, dont le tempo se calcule en nanosecondes, laisse du monde sur le bord des autoroutes de l'information. La lutte contre "l'illectronisme" et "la fracture numérique", ces concepts à peine entrés dans notre vocabulaire, sont élevés au rang de priorité. L'exécutif vient ainsi de lancer un Plan national pour un numérique inclusif. S'érigeant contre la logique du surfe ou crève, le JT a imprimé, noir sur blanc, quelques astuces pour rester dans la course.



# PRENDRE *du num*

**L'**illectronisme, comprenez la difficulté à maîtriser l'outil numérique, concerne 20 % de la population française selon une enquête réalisée par l'institut d'études marketing et d'opinion CSA Research en 2018. Loin d'être marginal, « ce phénomène doit être pris au sérieux et représente un véritable enjeu social, car nous allons assurément vers le tout numérique et aucun retour en arrière n'est possible », affirme Stéphanie Laffargue, directrice d'études de CSA Research. Mais la difficulté éprouvée face au numérique n'est pas due à un simple manque d'équipement. Pour preuve, près de 90 % des personnes interrogées possèdent

« Ce phénomène représente un véritable enjeu social »

un appareil permettant d'accéder à Internet et 87 % disposent d'une connexion. Pour Laurence Allard, sociologue en sciences de la communication, l'illectronisme doit être appréhendé de manière plus globale : « Il s'agit d'un problème tant matériel, que d'usage ou de maîtrise de l'outil numérique. Il est possible d'avoir un bon équipement, mais de ne pas savoir s'en servir. » D'ailleurs, 15 % des sondés éprouvent des difficultés face aux nouvelles technologies et 23 % ne sont pas à l'aise sur Internet. Certains, près d'un tiers de la population, vont même jusqu'à renoncer

à faire quelque chose conditionné à l'utilisation d'Internet. Ce sont les "abandonnistes". Et, contrairement aux idées reçues, cela ne concerne pas uniquement les plus de 70 ans. « C'est un phénomène insidieux qui touche tout le monde », constate Stéphanie Laffargue : deux tiers sont des actifs. On recense autant de femmes que d'hommes. 30 % ont entre 50 et 64 ans et 21 % ont moins de 35 ans. Néanmoins, le niveau d'études et la situation sociale semblent être des facteurs aggravants, selon Laurence Allard. Conséquence : « La fracture numérique se mue en fracture sociale. Les personnes qui ne maîtrisent pas les méandres d'Internet et du digital se trouvent coupées de certaines informations, notamment celles leur per-



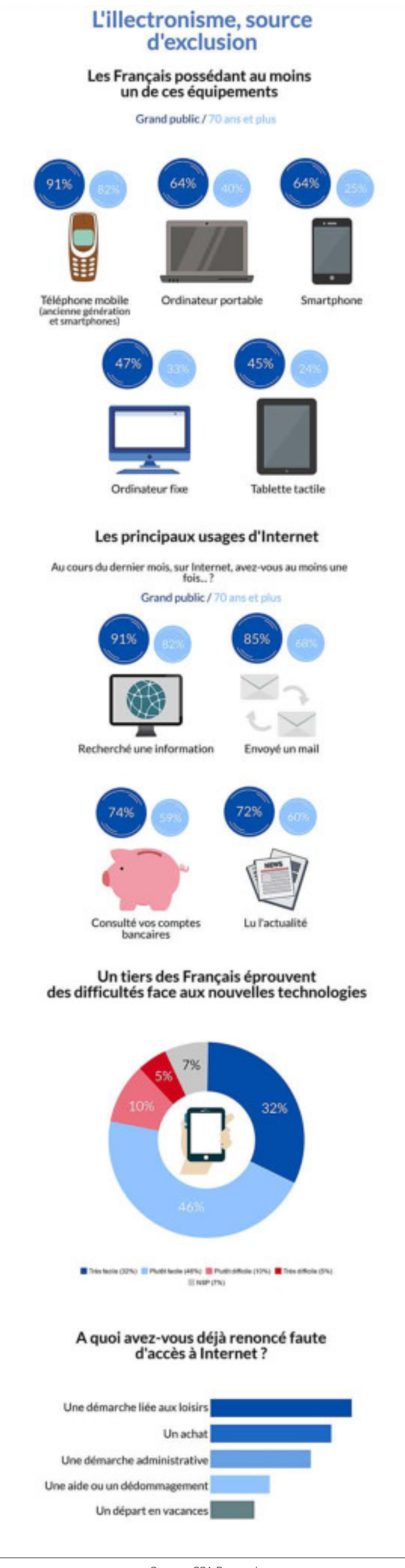
# LE TRAIN éérique

mettant d'accéder à leurs droits », précise la sociologue. C'est, selon elle, la répercussion la plus importante attribuée à l'illectronisme. « Les plus précaires restent les plus touchés par ce phénomène. Mais c'est pourtant ceux-là qui auraient justement besoin d'accéder le plus facilement au numérique », explique-t-elle. Et la dématérialisation de toutes les démarches administratives n'arrange rien. « Pire, elle concentre toutes les difficultés. Une société reposant entièrement sur un dispositif technique et technologique est forcément exclusive », rajoute-t-elle, considérant qu'en voulant simplifier les processus administratifs, « l'État n'a fait qu'aggraver la situation des plus isolés ». Ce que confirme l'enquête

CSA Research, dans laquelle 50% des sondés ont affirmé se sentir seuls devant le sentiment de décalage dans l'emploi du numérique. D'autant plus si l'on ne peut avoir recours à une tierce personne pour se faire aider. En revanche, ils sont 54% à souhaiter progresser en la matière, et émettent le vœu de suivre des formations pour y parvenir. Un volontarisme qui nourrit l'espoir d'un phénomène réversible, à condition que les pouvoirs publics s'investissent à la hauteur de l'enjeu.

Séverine Sarrazat

« La fracture numérique se mue en fracture sociale »





## DES SENIORS À L'ÉCOLE *du numérique*

**CONNEXION.** L'exclusion numérique de nos aînés n'est pas une fatalité. Depuis plusieurs années, un enseignant à la retraite donne gratuitement à la Nova Mêlée des cours d'informatique à des seniors peu habitués à manier une souris ou à surfer sur Internet. Et le succès est au rendez-vous.

It



Quand on n'est pas né avec une souris dans la main et que, durant sa vie professionnelle, on n'a jamais pris l'habitude d'allumer un ordinateur avant de démarrer sa journée de travail, l'univers informatique et la numérisation galopante de la société peuvent vite donner des sueurs froides. Mais il n'est jamais trop tard pour prendre le train en marche ! Pour s'en rendre compte, il suffit de se rendre à la Nova Mêlée (anciennement La Cantine Toulouse), chaque mardi matin. Une vingtaine de personnes viennent y suivre gratuitement les cours d'informatique que Gérard Négret, ingénieur et professeur de mathématiques à la retraite, dispense depuis plus de sept ans. « À l'époque, je participais au Conseil des seniors qui était rattaché à la municipalité de Toulouse. Prenant conscience de la fracture numérique subie par les plus âgés, nous avons décidé de mettre en place pour eux des cours d'informatique », explique le septuagénaire. Nicole, 70 ans tout rond, faisait partie des premières élèves : « Je n'avais jamais utilisé d'ordinateur avant. Aujourd'hui, je ne suis plus jamais bloquée. S'il y a quelque chose que je ne sais pas faire, je suis capable d'aller chercher la solution toute seule sur Internet », dit-elle avec simplicité.

Cette autonomie, c'est précisément ce que Gérard Négret souhaite faire acquérir à tous ses élèves : « À terme, il faut qu'ils soient en mesure de maîtriser des situations nouvelles, de ne pas s'affoler face à une difficulté. » Pour y parvenir, le chemin peut être long, car

il faut souvent partir de zéro. C'est l'objectif du cours débutant, le mardi de 9h à 10h30 : « J'y explique les notions de base : comment bien manier la souris, utiliser le clavier, manipuler les différentes fenêtres... », indique Gérard Négret.

*« Devant un ordinateur, je ne suis plus jamais bloquée »*

Pour l'aider dans cette tâche et permettre aux apprenants de progresser plus vite, l'enseignant peut compter sur le soutien de ses élèves "confirmés" qui assistent eux aussi au cours et donnent un coup de main à leurs camarades inexpérimentés. Puis, à 10h30, c'est au tour de ces "formateurs" d'être formés.

Cette fois, ce sont des notions plus complexes qui sont abordées. « J'adapte l'atelier en fonction de leurs demandes. J'essaie également de leur présenter les nouvelles applications disponibles. » Au programme ce jour-là : comment simplifier le fil de conversation de la messagerie Gmail, customi-

ser son environnement de travail sous Windows ou encore créer un compte utilisateur. « Vous pouvez par exemple créer un compte pour vos petits-enfants, pour qu'ils puissent jouer sur votre ordinateur sans pouvoir accéder à vos fichiers ou abîmer le système », précise le Gérard Négret. « Pour ce faire, il faut évidemment un compte administrateur... » Un ange passe. « Je parle en hébreu ou ça va ? », demande avec humour le formateur. Les élèves rient. « On est un peu paumés là », concède une dame au premier rang. « Pardon, je suis allé trop vite », répond le professeur avant de reprendre son explication.

« On peut vraiment être perdu, même quand on a travaillé toute sa vie sur un ordinateur ! », affirme Paule Kechteil, en charge de la communication de l'association Partage31, créée récemment pour porter ces ateliers à destination des seniors. Max, qui a fait carrière dans le commerce international, le confirme : « Dans une entreprise, il y a toujours un "monsieur Informa-





© Franck Alix / JT

tique" qu'on appelle dix fois par jour pour résoudre nos soucis. Quand on se retrouve seul chez soi devant son ordinateur, c'est autre chose. » Il y a deux ans, à l'âge de 68 ans, il n'a donc pas hésité à retourner sur les bancs de l'école pour « ne pas être largué par la numérisation ». C'est l'un des rares hommes du groupe :

« Cela leur permet de bâtir de nouvelles relations sociales »

« Ils ont plus de mal à admettre qu'ils ne savent pas faire. Les femmes, elles, mettent plus facilement leur ego de côté, elles ont envie de continuer à apprendre et as-

similent très bien », soupire Gérard Négret. L'acquisition de connaissances techniques – beaucoup souhaitent notamment savoir utiliser Skype afin de communiquer avec leurs enfants et petits-enfants – n'est d'ailleurs pas la seule motivation de ces seniors dynamiques. « Cela leur permet de bâtir des relations sociales, d'avoir un repère fixe dans la semaine et, surtout, de maintenir une activité neuronale non négligeable », indique Gérard Négret. Voilà sans doute pourquoi ses cours font aujourd'hui le plein. Pour faire face à la demande croissante, un nouveau cours devrait s'ouvrir d'ici peu au Quai des savoirs.

## L'ESSENTIEL

# Faire du numérique UNE CHANCE POUR TOUS

**BASES.** Jusqu'à 100 millions d'euros par an mobilisés pour lutter contre l'illectronisme. C'est la promesse faite par le gouvernement au travers de son plan national pour un numérique inclusif. Il permettrait de former 1,5 million de Français chaque année au numérique.

Mounir Mahjoubi l'a annoncé en septembre dernier : « Il est impossible de laisser 20 % de la population sur le côté. » Le secrétaire d'État au numérique fait référence au 13 millions de Français qui restent encore éloignés du numérique. Pour résorber cette fracture, le gouvernement a mis en place une stratégie nationale pour le numérique inclusif. Ce plan, qui comprend plusieurs volets, se déploie en partenariat avec des collectivités ainsi que des acteurs locaux et privés du secteur.

Premier objectif : enrayer les fameuses zones blanches, des territoires non desservis par les réseaux mobile et Internet. Pour y parvenir, un accord a été signé entre les différents opérateurs et l'État. Celui-ci prévoit la couverture totale de l'Hexagone d'ici à 2020, et l'installation de la fibre partout d'ici 2022. « Pour que plus personne ne puisse dire "Je te rappelle, ça capte plus" », précise Mounir Mahjoubi.

Seconde ambition, s'assurer que tous les Français qui ne maîtrisent pas les rouages du numérique et d'Internet puissent prétendre à une formation et à un accompagnement en la matière. Ils bénéficieront ainsi des mêmes usages et potentialités d'agir que tout le monde, notamment en termes économiques, d'emploi, d'accès au service public et d'insertion sociale.

Un dispositif appelé "pass numérique" permet de suivre une formation dans un lieu labellisé. Remis par des agents du service public ou par des aidants aux personnes en difficulté (en particulier les travailleurs sociaux), il prend la forme de coupons d'une valeur de 50 à 100 euros. À destination des plus éloignés du numérique, ils ouvrent l'accès à des ateliers spécifiques dont le but est d'atteindre une certaine autonomie. Cinq à dix sessions pour acquérir des bases comme la création d'une adresse mail, les recherches sur Internet pour prétendre à ses droits, faire des démarches administratives ou trouver un emploi.

### LE SICOVAL, PREMIÈRE COLLECTIVITÉ D'OCCITANIE À S'ENGAGER

Mais pour donner l'opportunité aux oubliés du numérique de bénéficier de ce programme, encore faut-il les identifier. Pour cela, le plan national prévoit de former les aidants (agents des collectivités territoriales, opérateurs de service public, volontaires en service civique et services sociaux) à la détection des populations en difficulté, en mettant à leur disposition des outils de diagnostic.

Pour inciter les acteurs locaux comme les collectivités à mener une politique proactive en la matière, le secrétaire d'État au numérique a entrepris une tournée nationale. Il souhaite ainsi concrétiser ces mesures par la signature d'une charte baptisée "Territoire France Connectée pour un numérique inclusif". Le Sicoval compte parmi les entités engagées. C'est même la première collectivité d'Occitanie à faire cette démarche. Par ce document, la communauté d'agglomération du Sud-Est toulousain prévoit notamment la mise à disposition d'outils pour que les usagers s'approprient ses interfaces numériques, le développement de la formation des aidants, le déploiement de la plateforme d'évaluation des compétences numériques PIX ou encore celui du Pass numérique.

« Ensemble, l'État, les collectivités territoriales, les opérateurs sociaux et les entreprises s'engagent donc pour une action structurante. Un amorçage de l'État appelant un cofinancement, à hauteur de 75 à 100 millions d'euros par an, permettra d'accompagner et de former 1,5 million de personnes au numérique », explique Mounir Mahjoubi.

Jt





## SURFER n'est pas jouer

Harcèlement, vol de données personnelles, comptes piratés... Les dangers pullulent sur Internet, surtout quand on n'en maîtrise pas les règles du jeu. Les plus jeunes, pas toujours conscients des risques qui les entourent sur la Toile, y sont particulièrement exposés. C'est pour former la nouvelle génération à l'usage sécurisé des outils numériques que le studio Freya Games, installé à Labège, a développé le serious game "Agent 001, les données ne meurent jamais", en partenariat avec la communauté d'agglomération du Sicoval et l'association Savoir\*Devenir. Un logiciel, ludique et pédagogique, qui enseigne les bases pour préserver sa vie privée. « La capacité à protéger ses données personnelles va devenir une compétence fondamentale », anticipe Willy Lafran, cofondateur de Freya Games. Ce jeu vidéo est conçu comme un quiz opposant deux participants (ou équipes) sur des questions liées à la sécurité sur Internet. Que risque-t-on lors d'un chat vidéo ? Peut-on tout



partager sur les réseaux sociaux ? Chaque bonne réponse permet au joueur de se déplacer sur un damier, selon une mécanique à mi-chemin entre l'ancestral jeu de Go et le plus récent Démonneur. « Les enfants oublient rapidement qu'ils sont en situation d'apprentissage. Ils sont pris par l'enjeu et extrêmement attentifs. Répondre correctement aux questions, c'est le carburant pour progresser », explique le concepteur. Dessiné pour des enfants de 8 à 11 ans, ce jeu est disponible sur une véritable borne d'arcade, ou en ligne. S'accompagnant de fiches pédagogiques, il devient alors un support de travail et de discussion utilisable dans le cadre scolaire, périscolaire ou familial. Pour le moment, le programme est encore en phase de test, mais devrait prochainement être déployé dans l'ensemble de la région toulousaine puis au niveau national.

Nicolas Belaubre ✍

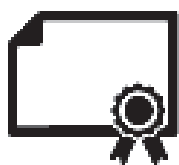
Jt



### BONS CLICS et bons réflexes

Les bons clics est une plateforme pédagogique qui met à disposition des outils gratuits pour accompagner les personnes en difficulté avec Internet. Créée par WeTechCare, une start-up sociale lancée par Emmaüs Connect et soutenue par Pôle emploi, celle-ci propose tout d'abord de passer un test pour détecter une éventuelle précarité numérique. Le site suggère ensuite différents exercices pour se familiariser avec le matériel, surfer sur le Web ou gérer sa messagerie. Des tutoriels spécifiques permettent de réaliser des démarches en ligne, comme s'actualiser sur le site de Pôle emploi.

✉ [lesbonsclics.fr](http://lesbonsclics.fr)



### Compétences numériques CERTIFIÉES

Pix est un service public en ligne et gratuit d'évaluation, de développement et de certification des compétences numériques. Citoyens, élèves, étudiants, professionnels, tout le monde peut se créer un compte et s'approprier les bases indispensables à l'usage des nouvelles technologies de communication. Le site Internet Pix propose des tests pour jauger son niveau, mais également de courtes formations en vidéo et des recommandations ciblées pour obtenir un certificat reconnu par l'État et le monde professionnel.

✉ [pix.fr](http://pix.fr)



### Des ateliers numériques ADAPTÉS

L'association toulousaine Soleil pour tous propose des ateliers "découverte de l'univers du multimédia et de l'informatique" aux personnes autistes et, en général, aux enfants, adolescents et adultes présentant un handicap physique, mental ou sensoriel. Grâce à des outils adaptés (clavier et souris simplifiés ou plus volumineux) et des logiciels spécifiques, les personnes prises en charge accèdent plus facilement à un ordinateur. Un animateur les accompagne dans des activités ludiques de création et d'apprentissage qui leur permettent de se familiariser avec l'informatique.

✉ [soleilpourtous.org](http://soleilpourtous.org)







VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

## CONNECTÉS et solidaires

Pousser la porte d'un service public ou social ne coûte rien. En revanche, pour accéder à un service en ligne, même gratuit, il faut disposer d'un appareil pouvant valoir plusieurs centaines d'euros, d'un abonnement payant à un fournisseur Internet et de compétences minimales. « La fracture numérique vient poser une seconde couche d'exclusion sur les populations les plus précaires », alerte Sophie Delile, la responsable de communication d'Emmaüs Connect. Cette association, membre du mouvement Emmaüs et créée en 2013, s'engage pour l'inclusion numérique et l'accès aux droits. Un combat particulièrement important à l'heure de la généralisation de la dématérialisation des démarches administratives.

Dans la lignée du mouvement fondateur, Emmaüs Connect s'adresse à un public précaire. « Nous proposons à des personnes, accompagnées

et orientées par un travailleur social, de venir s'équiper, s'initier et se former. Certains, par peur, n'ont jamais franchi le pas numérique. Nous sommes d'abord là pour dédramatiser », précise Sophie Delile. L'association a donc ouvert une douzaine d'espaces de solidarité où elle dispense des ateliers de mise en confiance. Chacun peut y découvrir à son rythme les usages qui l'intéressent. Visioconférence avec la famille éloignée, échange de mails, démarches administratives, recherche d'emploi... Le maintien du lien social, l'autonomisation et l'insertion sont les axes fondamentaux du projet.

Les bénéficiaires peuvent aussi y trouver du matériel et des forfaits Internet ou mobile à des tarifs solidaires ainsi que des formations plus complètes. Si aucun lieu de ce type n'existe encore à Toulouse, l'association espère toutefois y développer des partenariats. Emmaüs Connect travaille également avec des acteurs publics et sociaux, afin de les accompagner dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie numérique plus inclusive.

Nicolas Belaubre ✍



Jt

## LE JOURNAL TOULOUSAIN DES SOLUTIONS CHAQUE SEMAINE



### BULLETIN D'ABONNEMENT JOURNAL TOULOUSAIN

ABONNEMENT 6 MOIS / 26 € : édition papier + web sur internet  
ABONNEMENT 1 AN / 48 € : édition papier + web sur internet

☐ 6 MOIS ☐ 1 AN

Nom \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

CP \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

Mail \_\_\_\_\_

#### Règlement :

- ☐ Par chèque à l'ordre de : Le Journal Toulouse
- ☐ Par carte bancaire (nous contacter au 09 83 27 51 09)
- ☐ Par virement : Titulaire : NEWS-MEDIA 31

Domiciliation : CREDITCOOP TOULOUSE  
IBAN : FR76 42 55 9100 0008 0104 6683 177  
Code BIC : CCOPFRPPXXX - Code Banque : 42559  
Code guichet : 10000 - N° Compte : 0801466831 - Clé 77

Bulletin à retourner accompagné de votre règlement à l'ordre de :  
Le Journal Toulouse  
32, rue Riquet - 31 000 Toulouse

**Jt**  
LE JOURNAL  
TOULOUSAIN

Signature obligatoire



## GRAND ANGLE

# Les conseillers municipaux renforcent LEUR CHARTE DE DÉONTOLOGIE

**AUTOCENSURE.** Dans la lignée des textes de loi sur l'intégrité et la transparence des élus, les conseillers municipaux de Toulouse ont adopté une nouvelle charte de déontologie. Elle instaure notamment la création d'une commission, qui veillera à son application.

Les bonnes pratiques sont de rigueur. Lors du conseil municipal de la Ville rose de ce 22 mars, les élus ont adopté une nouvelle charte de déontologie, qui vient compléter celle de 2015. Ce ne sont plus cinq, mais neuf principes qui s'imposeront désormais. « Ils embrassent la quasi-totalité des situations possibles, mais ils peuvent bien sûr évoluer », annonce le maire Jean-Luc Moudenc, qui rappelle qu'en tant que député, il avait voté la loi sur la transparence de la vie politique, contrairement au reste de son groupe parlementaire. Parmi les nouveautés, figure la création d'une commission consultative chargée de veiller à l'application de la charte, qui ne pourra être saisie que par des élus. « Mais dans les faits, si un citoyen a quelque chose à dire, je le ferai remonter », assure l'édile. Ce dernier sera le seul à pouvoir décider d'une éventuelle sanction, ce qui fait déplorer à l'écologiste Antoine Maurice le manque d'indépendance de cette commission. En cas de condamnation pénale, les élus devront immédiatement démissionner. S'ils comptabilisent plus de 30 % d'absences non justifiées aux conseils municipaux, il en sera fait état en séance. Ils devront suivre des formations sur l'élaboration et le contrôle du budget, la commande publique, la déontologie. Le montant des cadeaux qu'ils accepteront ne devra pas excéder

150 euros. Sur ce sujet, au moins deux « épisodes anecdotiques et sans malice », comme les qualifie le maire de Toulouse, ont émaillé sa mandature. Le dernier datant de juin 2018, lorsque l'adjoint en charge du numérique Bertrand Serp avait reçu une invitation du groupe Orange « estimée à 145 euros » pour assister à un match du tournoi de Roland Garros. Aucun conseiller n'a voté contre

« Beaucoup plus loin que le raisonnable »



cette charte, seuls les écologistes et les communistes se sont abstenus. Ces derniers ont tiqué sur la disposition concernant l'interdiction pour la collectivité de recruter un membre de la famille d'un élu : « Il s'agit du troisième employeur de la ville, après Airbus et le CHU. Si quelqu'un a passé un concours dans la fonction publique, il ne doit pas être discriminé et empêché de travailler », plaide Pierre Lacaze. Pour celui-ci, si ce principe va « beaucoup plus loin que le raisonnable », c'est parce que le maire a connu une bien mauvaise expérience en la matière : en 2017, son épouse avait dû démissionner de son poste au cabinet du président de Toulouse Métropole, loi de

moralisation de la vie publique oblige.

Le groupe Génération.s regrette enfin qu'aucune sanction ne soit prévue en cas de manquement, la commission n'ayant qu'un rôle consultatif. Et que cette charte arrive si tard : « Le timing correspond parfaitement à celui d'une précampagne électorale », fait ainsi remarquer Isabelle Hardy. Lorsque celle-ci a demandé pourquoi les conseillers métropolitains n'étaient pas soumis, eux aussi, à la charte, Jean-Luc Moudenc lui a répondu, non sans humour : « C'est un travail que j'engagerai dès le début de mon prochain mandat. »

Philippe Salvador

## À LA LOUPE

## Le MIN a bonne mine

**GOSIER.** Ouverture au grand public, installation d'écoles de formation aux métiers de bouche, développement de l'offre de services. Le Marché d'intérêt national de Toulouse s'affiche en croissance mais aussi et surtout en mutation.



L'objectif du Grand marché de Toulouse pour l'avenir est clair : la modernisation. Notamment à travers l'élargissement de son offre physique. « C'est l'ADN du Marché d'intérêt national (MIN) », souligne Maguelone Pontier : « Avant nous étions essentiellement tournés vers la vente de fruits, légumes et plantes. Aujourd'hui, le MIN propose aussi des produits carnés, laitiers, de marée ainsi qu'un pavillon dédié entièrement à la gastronomie. » D'autres perspectives vont également rythmer l'année du "ventre de Toulouse". Comme l'ouverture de ce dernier au grand public par l'installation de deux restaurants, La Brasserie du Marché, et La Parenthèse. Le MIN accueillera en plus cette année 13 nouveaux commerces grâce par exemple à des tarifs pré-

férentiels proposés aux start-up, à l'innovation ainsi qu'à l'arrivée de producteurs bio. Enfin, pour renforcer l'économie circulaire du marché, le MIN investit dans l'implantation de quatre écoles des métiers de la bouche et centres de formation sur son site.

### UNE ANNÉE 2018 RICHE DE TRANSFORMATIONS

2018 fut déjà l'occasion d'une profonde métamorphose : développement de la clientèle du marché, amélioration de sa notoriété avec un nouveau plan communication, création de services sur le site... Le système d'accès au lieu a été modernisé avec la restructuration du dispositif de péage et des spécialistes de la logistique urbaine ont également fait leur apparition courant 2018. « Ils vont nous permettre de réduire les coûts du dernier kilomètre », explique Maguelone Pontier. Autant d'innovations qui ont généré une croissance du chiffre d'affaires, passant de 333 à 408 millions d'euros. Le "ventre de Toulouse" ne cesse, en somme, de se remplir à vue d'œil.

Salomé Dubart



ET MAINTENANT ?

# LA VIDÉOPROTECTION est-elle *réellement utile* ?

**PLAN FIXE.** De 21 en 2014, le nombre de caméras à Toulouse est passé aujourd'hui à 366. Un dispositif de vidéoprotection dont la mairie vante les mérites. Laurent Mucchielli, sociologue, auteur de la première évaluation scientifique sur la question, pointe pourtant l'inefficacité et le gaspillage liés à ce système principalement utilisé pour la verbalisation d'infractions routières.

La vidéoprotection est-elle réellement utile ? Aucun doute selon la mairie de Toulouse, qui a récemment rappelé ses « très nombreuses missions qui vont au-delà de la seule lutte contre la délinquance ». Pourtant, dès 2011, un rapport de la Cour des comptes émettait de sévères réserves sur cette technologie, soulignant notamment un contrôle défaillant. « Les municipalités publient régulièrement des bilans, mais il n'y a jamais d'évaluations externes », confirme Laurent Mucchielli, directeur de recherche au CNRS et auteur de "Vous êtes filmés, enquête sur le bluff de la vidéosurveillance". De cette étude effectuée dans plusieurs villes de différentes tailles, « premier travail scientifique sur la question », le sociologue tire une première conclusion : « Les caméras ne protègent pas contre les attaques terroristes, ce qui représente pourtant l'argument numéro un de leurs promoteurs. Les derniers exemples ont montré que les images, diffusées après coup, n'ont pas permis de les empêcher. » À Toulouse, la mairie met, elle, l'accent sur la capacité de l'outil à « contribuer positivement à la résolution d'enquêtes » et sur son utilité pour les victimes. En 2018, la police nationale a procédé à 1 418 réquisitions d'images



auprès du Centre municipal de vidéoprotection urbaine (CVU). Presque deux fois plus qu'en 2017. Mais là encore, Laurent Mucchielli estime que cet indicateur ne dit rien sur l'efficacité des caméras : « Il est rarissime d'obtenir un visage net à découvert. Et, dans la majorité des cas, les images à elles seules ne permettent pas d'élucider une affaire. » Pour mesurer le poids réel de la vidéosurveillance, il faudrait, selon le

« *L'intérêt est d'apaiser le sentiment d'insécurité, pas de la combattre* »

chercheur, savoir parmi ces réquisitions d'images, combien ont vraiment joué un rôle. Mais aussi comparer ce chiffre à l'ensemble des affaires sur une année. Un ratio qui représente de 1 à 3 % des cas étudiés par le sociologue. Loin de justifier les investissements réalisés par les communes : 9,7 millions d'euros depuis 2014 à Toulouse, où 366 caméras sont actuellement opérationnelles.

Quant à la détection de faits de délinquance en direct, là encore le constat est sans appel : « Elle est si faible qu'aujourd'hui, le système est détourné pour faire de la vidéoverbalisation d'infractions routières. Et quand il s'agit de sécuriser une zone précise, comme un point de trafic de stupéfiants, les caméras ne font que déplacer le problème. »

La mairie insiste également sur un autre service rendu par la vidéoprotection : le secours à la personne (207 opérations en 2018). Et cite l'exemple d'un enfant égaré, localisé par les caméras et remis à sa mère par la police municipale. « Comme souvent, c'est un fait divers qui est invoqué. L'intérêt de la vidéosurveillance est d'apaiser le sentiment d'insécurité, pas de la combattre. C'est un outil politique et commercial », fustige Laurent Mucchielli. Ce dernier préconise donc de limiter les caméras aux emplacements stratégiques, ce qui permettrait de libérer les agents enfermés dans les CVU et de les redéployer sur le terrain pour compenser le manque d'effectifs de police de proximité.

Nicolas Mathé ✍

ÇA BOUGE !

## UN DISPOSITIF LUMINEUX pour la *sécurité des vélos*

**ROUE LIBRE.** Pour permettre aux vélos de bénéficier des mêmes dispositifs de sécurité que les automobiles avec qui ils partagent la route, la société toulousaine Road Light a élaboré un système lumineux activé par une télécommande amovible, le Clic-Light Cycle.



Tendre le bras pour indiquer un changement de direction : un geste que chaque cycliste maîtrise avec plus ou moins de réussite. Pour éviter à ces derniers de lâcher le guidon, la start-up toulousaine Road-Light a mis au point un nouveau système lumineux préventif. Présenté lors du Consumer electronics show (CES) à Las Vegas en janvier, le Clic-Light Cycle est un produit spécialement conçu pour les utilisateurs disposant d'un moyen de locomotion dépourvu de signalisation arrière (vélo, trottinette, monoroue...). Les Toulousains se sont inspirés pour cela de l'entrée en vigueur en 1994 du troisième feu-stop pour les voitures

et de son impact sur la prévention des collisions par l'arrière. « Quand un automobiliste appuie sur la pédale de frein, ceux qui le suivent sont immédiatement et de manière évidente informés. Or, l'absence de feu-stop sur les deux-roues et la faible visibilité des cyclistes les met en danger », explique l'entreprise.

L'accessoire, qui s'installe dans le dos avec un harnais réglable, reproduit ainsi les signaux lumineux de position et de changements de direction dans le champ de vision de l'utilisateur qui suit. Une télécommande amovible permet de l'utiliser sans lâcher son guidon. Le Clic-Light Cycle possède également plusieurs fonctionnalités innovantes : le module dispose de feux de brouillard et de détresse. Quelque soit le sens dans lequel on le positionne, il indiquera toujours la bonne direction grâce au système "auto reverse". Enfin, l'intensité des leds se règle automatiquement en fonction du jour et de la nuit.

Nicolas Mathé ✍



## IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

## Thibaut GARCIA

La guitare facile

Prodige de la guitare classique, Thibaut Garcia enchaîne les concerts partout dans le monde et entasse les récompenses. À 25 ans, le Saint-Orennais vient d'être sacré "Révélation" aux dernières Victoires de la musique classique.

✍ Philippe Salvador



© Marco Borggreve

**CONTAGION.** C'est son père, autodidacte, qui transmet à Thibaut Garcia le virus de la musique : « J'adorais voir passer sa guitare de main en main. Je la trouvais sublime et elle sonnait à merveille. » Celle qu'il reçoit à l'âge de sept ans est toujours suspendue à un mur de sa chambre, à Saint-Orens-de-Gamerville. Il y retourne dès qu'il peut.

**VARIÉTÉ.** La guitare classique tire ses racines du luth et son répertoire est immense. Renaissance, baroque, française, italienne ou espagnole... « Difficile de s'ennuyer avec 400 ans de musique », confesse Thibaut Garcia, jamais lassé. L'artiste n'attend pas l'après-midi pour empoigner son instrument, amoureux des premières notes du matin : « J'essaie de les faire les plus belles possible, cela me fait du bien, cela m'émoustille. »

**SENSATION.** À la recherche du son parfait, seul ou avec un orchestre, il joue toujours comme si c'était la première fois. En oubliant le temps, concentré et consciencieux. « Une séance d'une heure et demie, c'est l'idéal. Après, il faut se reposer pour assimiler. » Déformation professionnelle, Thibaut Garcia est curieux de tout : « Je me nourris de ce que j'apprends et cela m'aide à mieux me connaître. »

**LUMIÈRES.** Depuis ses débuts professionnels, il y a cinq ans, les captations et les interviews se succèdent. Mais pour l'instant, personne ne l'arrête dans la rue. Ce qui ne le dérangerait pas : « J'espère être de plus en plus médiatisé pour faire partager cette musique. Les gens ne la connaissent pas assez. » Avec son association Toulouse Guitare, il organise depuis septembre des concerts exceptionnels dans toute l'Occitanie.

**STAKHANOVISTE.** Certes, son art exige une profonde rigueur, une stricte hygiène de vie, beaucoup de travail et de concentration, mais Thibaut Garcia ne veut pas que cela se sache. « Je me suis fixé un challenge : sur scène, si le public voit que c'est difficile, c'est raté. Nous ne sommes pas là pour montrer quelque chose de dur, mais pour faire passer de jolies émotions. »

## TOP WEB



🐦 **Pierre Cabaré @DeputeCabareP 27/03 :** La NASA a annulé la 1ère sortie dans l'espace entièrement féminine, menée depuis l'ISS... faute de combinaisons adaptées. En 2019. Inadmissible. L'#inegalitéFH est bel et bien un pb culturel, ancien et terriblement ancré. MarleneSchiappa @AN\_DroitsFemmes @RixainMP

🐦 **Jean-Luc Moudenc @jlmoudenc 26/03 :** Le dialogue doit toujours prévaloir sur des actions coup de poing, car la violence n'apporte jamais rien au débat. Tout mon soutien à @MoniqueIborra, dont la permanence a été souillée aujourd'hui par des activistes. C'est tout simplement inacceptable !

🐦 **Nadia Pellefigue @NadiaPellefigue 27/03 :** Vous aussi, dites #LePlastiqueNonMerci ! Des petits gestes au quotidien, comme préférer la bouteille de verre à la bouteille plastique. De grandes mesures à l'échelle des territoires, comme l'initiative #ZéroPlastique de CaroleDelga dans les cantines de la Région @Occitanie

🐦 **Antoine Maurice 26/03 :** Deux fois ? Dix ? Vingt ? Combien de fois le taux de glyphosate présent dans notre corps excède-t-il la norme officiellement autorisée ? Comme les autres pesticides, la substance herbicide la plus répandue au monde n'est pas censée dépasser 0,1 µg par litre d'eau potable en France. Au nom de cette simple question, l'association « Cam-

pagne glyphosate » a lancé le signal d'une mobilisation citoyenne de grande ampleur. Ce matin, j'ai rejoint le lot des pisseuses et pisseurs volontaires pour faire analyser mes urines et saisir la justice contre cet herbicide répandu, classé cancérigène. #MonsantoSors-DeCeCorps

🐦 **François Briançon 22/03 :** Toulouse est vraiment la capitale de l'innovation ! En Conseil municipal, les élus de la droite toulousaine nous expliquent que construire un équipement public c'est permettre au diocèse de construire une école privée ! Gisèle Verniol vient de dénoncer, au nom des élus socialistes, cette drôle de conception du service public !



## EN ABRÉGÉ

### UN MANQUE D'ASSESEURS

#### *révélateur*



Échaudée par un manque d'assesseurs aux seconds tours des élections présidentielles et législatives en 2017, la mairie recherche des bénévoles pour tenir les bureaux de vote à l'occasion des Européennes au mois de mai. Une démarche qui reflète la mutation du paysage politique.

Des affiches dans les rues de Toulouse pour inciter les habitants à devenir assesseur d'un bureau de vote lors des prochaines élections européennes... La démarche peut paraître anodine. Elle ne révèle pas moins un changement d'époque. En effet, au temps pas si lointain où les grands partis traditionnels dessinaient le paysage politique, la question ne se posait guère. Chaque bord, avec sa base considérable de militants, fournissait le contingent nécessaire d'assesseurs.

Jusqu'à l'année 2017 qui a marqué un tournant. « Avec un duel Emmanuel Macron-Marine Le Pen aux présidentielles, et des oppositions LREM-France Insoumise aux législatives, les seconds tours de scrutin ont réuni des formations sans tradition forte de militantisme et pas forcément capables de mobiliser spontanément leurs partisans. La République en Marche a fait un gros effort, mais ce n'est pas le cas des autres », raconte Sacha Briand, adjoint au maire en charge des élections. Les scrutateurs des partis défaits aux premiers tours ne s'étant pas déplacés. « Réflexe classique et normal », selon Sacha Briand, des agents municipaux ont donc dû venir en renfort et travailler un dimanche sur la base de volontariat.

Pour l'élu, au-delà d'un paysage politique en pleine mutation, « c'est surtout la forme de militantisme qui a changé ». Si PS ou LR fournissent encore des assesseurs, la tendance à la diminution de leur base militante laisse plutôt présager une aggravation de la situation. L'objectif de l'appel à candidatures est donc de créer un réservoir de 500 citoyens prêts à faire fonctionner les 236 bureaux de vote de la ville. Car la loi oblige la présence d'un président et de deux assesseurs pour permettre l'ouverture d'un bureau. Les prétendants doivent être majeurs, inscrits sur les listes électorales à Toulouse et disponibles le dimanche 26 mai de 7h30 à 22h30. Une journée de bénévolat durant laquelle ils auront notamment à contrôler et faire signer la liste d'émargement, tamponner la carte électorale et bien sûr participer au dépouillement.

À ce jour, 160 personnes se sont portées volontaires. « Nous sommes encore loin de l'échéance. D'ici là, il y aura une relance de la campagne de communication et le recrutement devrait s'accélérer dans les dernières semaines avant le vote », prédit le conseiller municipal.

Nicolas Mathé ✍

## C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

### Pour que *les élus* aient UN VRAI STATUT

**ARLÉSIENNE.** Parmi les nombreuses contributions au Grand débat national, figurent celles du Conseil départemental de Haute-Garonne. La collectivité propose notamment la création d'un véritable statut des élus locaux, pour les aider à accomplir leurs tâches ou faciliter leur reconversion.

Les élus locaux aussi ont souvent la vie dure. Ils sont plus d'un demi-million en France, bénévoles pour la majorité, qui souhaitent défendre leurs droits : « C'est beaucoup de travail, d'énergie et d'investissement. Il faut vraiment s'y coller ! » rappelle le conseiller départemental Victor Denouvion, également conseiller municipal d'opposition à Saint-Jory. En tant que contributeur au Grand débat national, il porte la proposition de sa collectivité sur le statut des élus : « Nous voulons définir l'ensemble de leurs droits et de leurs obligations. » Le cadre est déjà en place, institué en 1992 et complété en 2002 et 2015. Ainsi, tous ceux qui exercent un mandat local disposent d'un certain nombre de garanties en matière de protection sociale ou juridique, de droit à la formation ou à la réinsertion professionnelle. « Beaucoup de choses ont été faites. Il faut à présent les renforcer », résume Nathalie Laval-Mader, maître de conférence en droit public à l'Université Toulouse I Capitole et spécialiste en droit des collectivités. La spécialiste précise qu'il ne s'agit pas de professionnaliser la fonction, mais de prendre davantage en compte ses contraintes : « L'élu a toujours plus de normes à appliquer, plus de responsabilités sur les épaules à cause des transferts de compétences, plus de risques pénaux à assumer... Et toujours moins de moyens pour exercer. Cela explique qu'il y ait un désenchantement, une sorte de découragement démocratique. » Les candidats se bousculent d'autant moins que la défiance envers le personnel politique se généralise. « Tout le monde est mis dans le même panier, les gens croient que nous



avons les mêmes avantages que des parlementaires, ce qui est totalement faux », confirme Victor Denouvion.

Revaloriser les indemnités et faciliter les sessions de formation des élus des plus petites communes, rendre plus fluide leur reconversion une fois le mandat achevé, apporter des réponses concrètes sur leur responsabilité pénale dans le cadre des décisions qu'ils entérinent... Les propositions du Conseil départemental de Haute-Garonne reprennent celles émises en octobre dernier par les sénateurs, qui sont restées lettres mortes. « Le sujet est un vrai serpent de mer, mais ne fait toujours pas l'objet d'une nouvelle loi. Tout simplement parce qu'il est inflammable, très compliqué politiquement, et qu'il risque de susciter une levée de boucliers des électeurs », constate Nathalie Laval-Mader.

Philippe Salvador ✍

### EUROPÉENNES : *deux Toulousains* sur la liste du PS



Deux Toulousains représenteront le Parti socialiste aux élections européennes de 2019. Mireille Murawski (15<sup>e</sup> femme) et Fabrice De Comarmond (18<sup>e</sup> homme) figurent parmi les noms retenus au sein du PS pour intégrer la liste commune avec Place publique, emmenée par Raphaël Glucksmann. Les deux candidats locaux occupent toutefois des places non éligibles, au vu des sondages. Cette présélection, dévoilée par le premier secrétaire du Parti socialiste Olivier Faure, doit être validée par un vote militant le 2 avril.





Jeux  
CONCOURS

Gagnez l'un  
de ces cadeaux  
en envoyant  
un mail à : [redaction  
@lejournaltoulousain.fr](mailto:redaction@lejournaltoulousain.fr)  
Mettre en objet :  
Jeux concours  
\*Dans la limite des stocks  
disponibles



LIVRE  
"Soeurs"

**Mai 1993.** Deux sœurs sont retrouvées mortes en bordure de Garonne, vêtues de robes de communiantes. Martin Servaz, qui vient d'intégrer la PJ de Toulouse, participe à sa première enquête. Très vite, il s'intéresse à Erik Lang, célèbre auteur de romans policiers. Les deux sœurs n'étaient-elles pas ses fans ? L'un de ses plus grands succès ne s'appelle-t-il pas "La Communiant" ?... L'affaire connaît un dénouement inattendu et violent, laissant Servaz rongé par le doute.

**Février 2018.** L'écrivain Erik Lang découvre sa femme assassinée... Elle aussi vêtue en communiant. 25 ans après le double crime, Martin Servaz est rattrapé par l'affaire. Le choc réveille ses premières craintes. Jusqu'à l'obsession.



LIVRE  
"Une évidence"

Faut-il se délivrer du passé pour écrire l'avenir ? Reine mène une vie heureuse qu'elle partage entre son fils de 17 ans et un métier passionnant. Une vie parfaite si elle n'était construite sur un mensonge qui, révélé, pourrait bien faire voler son bonheur en éclats...

SORTIR

MADE IN ASIA :  
qualité certifiée



**ZEN.** Du 29 mars au 6 avril, la douzième édition du festival Made In Asia invite à nouveau les Toulousains à regarder vers l'Est pour découvrir une culture asiatique contemporaine sans cesse en mouvement. Artistes rares et dépaysement garanti !

Le pari était loin d'être gagné quand, en 2008, l'association Tchintchine, qui propose des cours de chinois, décide de créer un festival pour promouvoir la culture asiatique dans son ensemble. « L'offre culturelle à Toulouse est immense et, si la communauté asiatique est bien présente dans la ville, cela n'est pas comparable par exemple avec les Espagnols ou les Sud-Américains », explique Williams Bloch, coordinateur de Made In Asia. En une dizaine d'années, l'affluence est pourtant passée de 8 000 à plus de 20 000 personnes et l'événement est devenu le rendez-vous incontournable avec ce continent, l'un des seuls à miser sur l'éclectisme dans les disciplines présentées.

« L'essence de Made in Asia est d'aller au-delà des clichés exotiques pour mieux faire comprendre la réalité de l'Asie contemporaine, en constante évolution. Nous ne nous interdisons rien en termes de programmation, à partir du moment où une proposition est intéressante sur

le plan artistique », poursuit Williams Bloch. L'exceptionnelle vitalité de la production cinématographique venue d'Extrême-Orient est ainsi présente depuis le début du festival et cinq films seront encore projetés dans une vingtaine de salles d'art et d'essai de la région lors de cette nouvelle édition. Mais la musique, via notamment un partenariat avec un label chinois, le théâtre, et bien sûr les arts visuels, ont toute leur place à Made In Asia.

Plusieurs expositions sont au programme cette année : calligraphie, travail photographique autour des woks de rue, mais aussi dessins via le carnet de voyage de l'artiste plasticien Nicolas Jolivot. Autres temps forts : le one-man-show de Li Song, trentenaire chinois qui a appris le français à l'âge de 17 ans et qui, dans "L'histoire du dragon qui faisait le coq", se joue de la manière dont les Français regardent les Chinois, ou encore "The Puppet Show man", spectacle de marionnettes.

Pas de focus particulier sur un pays cette année. Les invités viennent autant du Japon, que du Cambodge ou de Taiwan. Des artistes assurément rares en France. « Le festival est bien identifié et notre réseau nous permet d'attirer des prestations inédites. Mais ce n'est

« Aller au-delà  
des clichés  
exotiques »

pas toujours facile. La Chine, par exemple, est tellement vaste que les artistes n'ont pas forcément intérêt à venir en Europe, où ils sont inconnus », confie le coordinateur.

Tout l'art de Made In Asia réside, en effet, dans sa capacité à aiguïser le goût du public pour la découverte. Des spectateurs qui sont aussi invités cette année à se laisser guider par leurs sens, puisque le festival organise plusieurs rencontres autour du bien-être, dont une conférence sur le Reiki traditionnel, méthode de méditation au rythme de la lune. « Dans les domaines de la philosophie, de la nourriture et de la santé en général, ces cultures millénaires ont beaucoup à nous apprendre. La recherche d'une meilleure qualité de vie est de plus en plus prégnante dans nos sociétés occidentales et ce n'est pas idiot de regarder ce qui se fait ailleurs. Cela fait partie de la fascination que suscite l'Asie », conclut Williams Bloch.

Nicolas Mathé ✍



UNE YOURTE dans le jardin  
du musée Georges Labit

Du 29 mars au 6 avril  
[madeinasia.fr](http://madeinasia.fr)

Pendant toute la durée du festival, une yourte mongole attend les visiteurs dans le jardin du musée Georges Labit. L'occasion de boire un thé mongol et d'en savoir plus sur cet habitat singulier et du mode de vie qu'il induit. Plusieurs expositions y seront également organisées.



# Vos ANNONCES LÉGALES dans votre hebdo

annonceslegales@lejournaltoulousain.fr

Tarif de Publication : L'annonce légale est facturée en fonction du nombre de lignes publiées selon les normes fixées par l'arrêté ministériel du 21 décembre 2012 relatif au tarif annuel et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales. La version consolidée du 1<sup>er</sup> janvier 2019, fixe le prix de la ligne à 4.16€ HT pour le département de la Haute-Garonne.



## AVIS PUBLIC



### AVIS D'OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE PUBLIQUE UNIQUE

#### Centrale photovoltaïque au sol et centrale photovoltaïque flottante Commune de CINTÉGABELLE

Une enquête publique unique est ouverte sur la demande de permis de construire relative à la construction d'une centrale photovoltaïque au sol et de ses annexes sur le territoire de la commune de Cintegabelle, lieu-dit Cap-Vert et Montgendre présentée par la Société «Centrale solaire Orion 40», et sur la demande de permis de construire relative à la construction d'une centrale photovoltaïque flottante et de ses annexes sur le territoire de la commune de Cintegabelle, lieu-dit lac du Cap-Vert présentée par la société «Ferme d'Akuo 6».

Le dossier d'enquête comprenant les études d'impact et les avis de l'autorité environnementale ainsi qu'un registre d'enquête seront disponibles à la mairie de Cintegabelle pendant 30 jours consécutifs **du jeudi 18 avril 2019 à 9 heures au vendredi 17 mai 2019 à 17 heures**, afin que le public puisse en prendre connaissance aux jours et heures d'ouverture habituels de la mairie et consigner ses observations, propositions ou contre-propositions sur le registre à feuillets non mobiles ouvert à cet effet.

Le dossier d'enquête publique sera accessible gratuitement au public sur un poste informatique à la mairie de **Cintegabelle, avenue Jacques Pic, 31550** aux jours et heures d'ouverture habituels. Il sera également téléchargeable sur le site internet des services de l'Etat de la Haute-Garonne : <http://www.haute-garonne.gouv.fr/enquete-photov-cintegabelle-capvert-montgendre> et <http://www.haute-garonne.gouv.fr/enquete-photov-cintegabelle-lac-du-cap>.

Le public pourra également transmettre au commissaire enquêteur, soit par courrier adressé à la mairie de **Cintegabelle, avenue Jacques Pic, 31550**, soit par courriel à l'adresse [ddt-enquete-publique-urbanisme@haute-garonne.gouv.fr](mailto:ddt-enquete-publique-urbanisme@haute-garonne.gouv.fr) ses observations, propositions ou contre-propositions qui devront parvenir pendant la durée de l'enquête publique. Les courriers et courriels seront annexés dans les meilleurs délais possibles au registre d'enquête déposé à la mairie de Cintegabelle.

Madame Jeanne-Marie CARDON a été désignée en qualité de commissaire enquêteur. Elle se tiendra à la disposition du public à la mairie de **mairie de Cintegabelle, avenue Jacques Pic, 31550** :  
- **jeudi 18 avril 2019 de 10 h à 12 h**  
- **jeudi 2 mai 2019 de 10 h à 12 h**  
- **vendredi 17 mai 2019 de 14 h à 17 h**  
Une copie du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur sera tenue à la disposition du public, pendant un an à la direction départementale des territoires de la Haute-Garonne ainsi qu'à la mairie de Cintegabelle et sera publiée sur le site internet des services de l'Etat de la Haute-Garonne : <http://www.haute-garonne.gouv.fr/enquete-photov-cintegabelle-capvert-montgendre> et <http://www.haute-garonne.gouv.fr/enquete-photov-cintegabelle-lac-du-cap>.

Les personnes intéressées pourront obtenir, à leurs frais, communication du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur, en s'adressant au directeur départemental des territoires Cité administrative – Bât. A - 2ème étage, 2, boulevard Armand Duportal – BP 70 001 – 31 074 TOULOUSE CEDEX 9.

À l'issue de l'enquête publique, le préfet de la Haute-Garonne statuera sur les demandes de permis de construire, au vu des pièces du dossier et des consultations réglementaires.

Pour le préfet et par délégation,  
le secrétaire général,  
Jean-François COLOMBET

## CONSTITUTIONS

Par acte SSP du 26/03/2019 il a été constitué une SARL dénommée : **ART'Y SHOW ATS**  
Sige: ATS  
Nom commercial: ART TEA SHOP  
Siège social: 6 boulevard des platanes 31400 TOULOUSE  
Capital: 5.000 €  
Objet: Salon de thé avec petite restauration, vente de produit à emporter et de boissons, Galerie et Exposition d'art et événements culturels.  
Gérant: Mme COMTE Morgane 6 Boulevard des Platanes appt33 31400 TOULOUSE  
Co-Gérant: M. HERMET Clément 6 Boulevard des Platanes appt33 31400 TOULOUSE  
Durée: 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de TOULOUSE

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 25 mars 2019 à TOULOUSE il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme sociale : Société à Responsabilité Limitée.  
Dénomination sociale : **LATI SGRI FF**  
Siège social : 3 avenue d'Astarac – 31490 LEGUEVIN.  
Objet social : Acquisition de biens immobiliers en vue de leur location meublée.  
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation de la société au RCS.  
Capital social : 150 €  
Gérance : M. Jean-Pierre LAGRIFFOUL, demeurant 3 avenue d'Astarac 31490 LEGUEVIN et Mme Isabelle TISSERAT, demeurant 3 avenue d'Astarac 31490 LEGUEVIN pour une durée illimitée.  
Immatriculation au RCS de TOULOUSE.

La Gérance

**NÉNA**  
Société Civile Immobilière  
Au capital de 1 200 €  
Siège social : 14 rue des 3 Pigeons  
Villa n°11 - 31200 TOULOUSE

### Avis de constitution

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11 mars 2019 à TOULOUSE, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :  
Forme sociale : Société Civile Immobilière.  
Dénomination sociale : **NÉNA**.  
Siège social : 14 rue des 3 Pigeons - Villa n°11 - 31200 TOULOUSE.  
Objet social : l'acquisition, la construction, la propriété, l'administration et l'exploitation par voie de location, bail à construction, crédit-bail ou autrement de tous immeubles bâtis ou non bâtis dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'échange, apport ou autrement.  
Durée de la Société : 99 ans à compter de la date de l'immatriculation de la Société au RCS.  
Capital social : 1 200 €.  
Gérance : Mme Marie-Hélène FERNANDEZ, demeurant Résidence les Jardins d'Ariane - Apt 301 – Bât D - 1 rue Rostand - 31130 BALMA, et Mme Maria del Pilar ANGULO, demeurant 14 rue des 3 Pigeons - Villa n°11 - 31200 TOULOUSE.  
Clauses relatives aux cessions de parts :  
- agrément requis dans tous les cas,  
- agrément des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales.  
Immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.



**Maître  
Patrick BURGARD**  
Notaire  
9 rue Urbain Vignères  
31340 VILLEMUR SUR TARN

### Avis de constitution

Suivant acte reçu par Me Patrick BURGARD notaire associé à VILLEMUR/TARN (31240) le 20/03/2019 il a été constituée une société civile immobilière dont les caractéristiques sont les suivantes :  
Forme: Société Civile Immobilière régie par les dispositions de l'article IX du livre III du Code Civil.  
Dénomination : **LES BOITES**  
Siège social : 19 ter rue des Violettes 31140 FONBEAUZARD  
Objet social :  
La société a pour objet : l'acquisition, en état futur d'achèvement ou achevés, l'apport, la propriété, la mise en valeur, la transformation, la construction, l'aménagement, l'administration, la location et la vente (exceptionnelle) de tous biens et droits immobiliers, ainsi que de tous biens et droits pouvant constituer l'accessoire, l'annexe ou le complément des biens et droits immobiliers en question.  
Le tout soit au moyen de ses capitaux propres soit au moyen de capitaux d'emprunt, ainsi que de l'octroi, à titre accessoire et exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet civil et susceptibles d'en favoriser le développement.  
Et, généralement toutes opérations civiles pouvant se rattacher directement ou indirectement à cet objet ou susceptibles d'en favoriser le développement, et ne modifiant pas le caractère civil de la société.  
durée : 99 ans  
capital social : 800 €  
apport en numéraire : 800 €  
Gérant associé : Mme Marina GRIMAUD, demeurant à TOULOUSE (31000) 6 rue Joux Aigues, et Mme Melanie GRIMAUD, demeurant à FONBEAUZARD (31140) 19 ter rue des Violettes, co-gérantes non statutaires.  
Immatriculation : RCS TOULOUSE  
Cession de parts : Les parts sont librement cessibles entre associés, toutes les autres cessions sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés donné par une décision extraordinaire.

POUR AVIS  
Me BURGARD

### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution d'une Société présentant les caractéristiques suivantes :  
DÉNOMINATION : **WATER TECH PISCINE**  
FORME : Société par actions simplifiée  
SIEGE SOCIAL : 18 Route des Crêtes - 31 390 MARQUEFAVE  
OBJET : vente, installation, entretien, réparation d'équipements de piscine et de spas, installation de liners, membranes armées, locaux techniques, pompes, appareils de traitements, système de sécurité, pompe à chaleur, déshumidificateur, installation hydraulique, recherche de fuite, secrétariat, gestion administrative  
DURÉE : 99 ans  
CAPITAL : 2 000 euros  
PRÉSIDENT : Céline NICOLODI, demeurant 18 Route des Crêtes - 31 390 MARQUEFAVE  
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.  
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.  
AGREMENT : La cession de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.  
IMMATRICULATION : au RCS de Toulouse

Pour avis

Par acte SSP du 20/03/2019 il a été constitué une SASU dénommée : **LEXPERTDUPORTAGE.COM**  
Siège social : 1 RUE LOUVOIS 31500 TOULOUSE  
Capital : 10.000€  
Objet : ACTIVITE DE PORTAGE SALARIAL DANS LE SECTEUR DES SERVICES  
Président : Mme ARTIGUES CLAIRE, 1 RUE LOUVOIS 31500 TOULOUSE  
Admission aux assemblées et droits de vote : Tout actionnaire est convoqué aux assemblées. Chaque action donne un droit à une voix.  
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE



### Avis de constitution

PPar acte sous-seing privé en date du 22 mars 2019, il a été créé une société par actions simplifiée, aux caractéristiques suivantes :  
DÉNOMINATION SOCIALE : **MAISON PHENICIE**  
CAPITAL SOCIAL : 4.000 € divisé en 40 actions de 100 € entièrement souscrites et libérées en numéraire.  
SIEGE SOCIAL : 32 Rue Rosa Parks 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE  
OBJET : L'exploitation des activités de boucherie, charcuterie, traiteur ; la vente de produits frais de la ferme (œufs, crème) ; la vente des produits artisanaux (miel, jus, conserves) ; le dépôt de pain, pâtisserie, épicerie fine et pâtisserie. Et, toutes opérations industrielles et commerciales se rapportant à la création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements, fonds de commerce, usines, ateliers, se rapportant à l'une ou l'autre des activités spécifiées ci-dessus ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés, brevets et droits de propriété intellectuelle concernant lesdites activités ; la participation, directe ou indirecte, de la Société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe ;  
DURÉE : 99 années  
PRÉSIDENT : Monsieur Camille, Zahi BAHOUN domicilié 32 rue Rosa Parks, 31520 RAMONVILLE SAINT-AGNE  
COMMISSAIRE AUX COMPTES TITULAIRE : pas de désignation  
CONDITIONS D'ADMISSION AUX ASSEMBLÉES D'ACTIONNAIRES ET EXERCICE DU DROIT DE VOTE : pas de détention minimale de titre exigée.  
CESSION DE TITRES : Tout transfert à titre onéreux ou gratuit de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à quelque titre que ce soit, entre associés ou bénéficiant à un tiers, est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés.  
La Société sera immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de TOULOUSE.

Pour avis, Le Président

**SELARL Philippe CADI LHAC**  
2, rue du Corps Franc Pommiés  
65230 CASTELNAU-MAGNOAC

Suivant acte reçu par Me Philippe CADILHAC, Notaire à CASTELNAU MAGNOAC, le 21 Février 2019, enregistré au Service de la Publicité Foncière et de l'Enregistrement de TARBES 1er bureau, le 04 mars 2019, Dossier 20019 / 00006236 - Références 2019 N 00209, a été constituée la société civile immobilière ayant les caractéristiques suivantes :  
Dénomination : **BSGFR SCI**  
Siège social : BOULOGNE SUR GESSE (31350), 2 route de Montréjeau.  
Objet social : la propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers.  
Capital social : CINQ MILLE EUROS (5.000,00 €).  
Objet social : Durée : 99 ans  
Gérant : Monsieur Lawrence Patrick WOOLHOUSE, demeurant à Morwenstow, Cornwall EX23 9PS (ROYAUME-UNI), Well Park Barn, Shorestone Farm, Woolley  
Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.  
Immatriculation RCS de TOULOUSE.

Pour Avis, Le Notaire

Suivant un acte ssp en date du 18/03/2019, il a été constitué une SASU  
Dénomination : **PRG CONSULT**  
Siège social : 9 Le Crouzet Chemin De Piaillies 31650 AUZIELLE  
Capital : 5000 €  
Activités principales : consulting, prestations de services, conception et commercialisation de produits du domaine aérospatial  
Durée : 99 ans  
Président : M. GREFF Pierrot 9 Le Crouzet Chemin De Piaillies 31650 AUZIELLE  
Immatriculation au RCS de TOULOUSE

Par acte SSP du 22/03/2019, il a été constitué une EURL ayant les caractéristiques suivantes :  
Dénomination : **LMF Auto 31**  
Objet social : vente achat préparation et entretien automobile  
Siège social : 230 route de Castelnau, 31620 Fronton.  
Capital : 1.000 €  
Durée : 30 ans  
Gérance : Mme Coutinho Maria, demeurant 230 route de Castelnau, 31620 Fronton  
Immatriculation au RCS de Toulouse

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 11/03/2019, il a été constitué une société dont les principales caractéristiques sont les suivantes :  
Dénomination Sociale : **DSI' Innova-tion Organisation Management**  
Forme : Société à responsabilité limitée  
Capital social : 5 000 €  
Siège social : 10 chemin de Belbosc – 31780 CASTELGINEST  
Objet social : Le conseil, l'assistance et l'accompagnement pour les affaires et la gestion, la formation sous toutes ses formes et pour tout type de contenu, le recrutement sous toutes ses formes y compris par Internet, la délégation de personnel, le pilotage de chantiers informatiques, l'accompagnement du changement, la commercialisation et la mise en place de logiciels, d'équipements informatiques, bureautiques et communication ainsi que la diffusion des savoirs et savoir-faire développés sous toutes formes (publications, conférences, séminaires).  
Gérance : Madame LAURENT Catherine, demeurant 10 chemin de Belbosc – 31780 CASTELGINEST  
Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de TOULOUSE



### Avis de constitution

Avis est donné de la constitution de la Société par Actions Simplifiée **Abcx Consulting**  
SIEGE SOCIAL : PLAISANCE DU TOUCH 31830 – 3 impasse de Saintonge  
OBJET : Le conseil aux entreprises, notamment en organisation et management, en gestion de projet, en gestion des risques et mise en place de plans d'action, audit, ainsi que la formation professionnelle.  
La prise de participation dans toutes sociétés commerciales.  
DURÉE : 99 années  
CAPITAL : 1 000 euros  
PRÉSIDENT : Monsieur Bruno EYMARD, demeurant 3 impasse de saintonge – 31830 PLAISANCE DU TOUCH  
DROIT DE VOTE : Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, dès lors que ses titres sont inscrits à un compte ouvert à son nom.  
AGREMENT : Toute transmission et cession d'actions est soumise à l'agrément préalable du président  
IMMATRICULATION : au RCS de TOULOUSE

Pour avis

### Avis de constitution

Par acte sous seing privé en date du 20 mars 2019, est constituée la Société présentant les caractéristiques suivantes :  
FORME : Société par actions simplifiée à associé unique  
DÉNOMINATION : **3 LLL**  
CAPITAL : 3 000 euros  
SIEGE : 45 Rue Paul Lambert, Appartement 62, 31100 TOULOUSE  
OBJET : Pose de menuiserie, bois, PVC, alu  
DURÉE : 99 Années  
ADMISSION AUX ASSEMBLÉES ET DROIT DE VOTE :  
Tout associé peut participer, personnellement ou par mandataire, aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée.  
Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.  
AGREMENT DES CÉSSIONS :  
Les actions ne peuvent être cédées y compris entre associés qu'avec l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.  
ORGANES SOCIAUX  
Nomination sans limitation de durée.  
Président : Madame BAJRAMI Ennada, demeurant 45 Rue Paul Lambert, Appartement 62, 31100 TOULOUSE  
IMMATRICULATION : RCS de TOULOUSE

Pour Avis et Insertion

Pour vos demandes  
de DEVIS

32 Rue Riquet  
31000 Toulouse





**CESSIONS FONDS  
DE COMMERCE**

**Maître Agnès SOULEAU TRAVERS**  
Avocat à la Cour  
21 rue des Frères Lion  
31000 TOULOUSE

**Avis de cession**

Aux termes d'un acte sous seing privé en date à Toulouse du 14 mars 2019, enregistré au SPFE de TOULOUSE 3 le 25 mars 2019 Dossier 2019 00016588, référence 3104P03 2019 A 03459.

Madame **MORENO ALMEIDA** Maria Mercédès demeurant 40 allée de la Sorgue – 31770 COLOMIERS

A vendu à :

Monsieur Raphaël **STRUK** demeurant 14 rue Ginette Neveu – 31100 TOULOUSE  
Le fonds de commerce de restauration traditionnelle, restauration rapide, traiteur sis et exploité 24-26 place du VAL D'ARAN – 31770 COLOMIERS sous l'enseigne **SAKYNIA** pour lequel le vendeur est immatriculé au RCS sous le numéro 753 069 699 comprenant :

- l'enseigne, le nom commercial, la clientèle, l'achalandage y attachés,
- le fichier de la clientèle ;
- le droit au bail des locaux dans lesquels il est exploité, pour le temps restant à courir ; ainsi que le droit au renouvellement dudit bail ;
- le matériel et l'outillage, le mobilier commercial, les agencements et installations nécessaires à l'exploitation du fonds de commerce ;
- et plus généralement tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds et nécessaire à son exploitation

L'entrée en jouissance a été fixée au 14 mars 2019,  
La cession a été consentie et acceptée moyennant le prix principal de SOIXANTE CINQ MILLE euros (65 000 €) s'appliquant :

- aux éléments incorporels pour CINQUANTE NEUF MILLE euros (59 000 €) ;
- aux éléments corporels pour SIX MILLE euros (6 000 €).

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les 10 jours suivant la dernière en date des publications légales au siège du fonds pour la validité et pour la correspondance à Maître Agnès SOULEAU TRAVERS demeurant 21 rue des frères lion – 31000 TOULOUSE.

**Pour insertion**

**Avis de cession de fonds  
de commerce**

Aux termes d'un acte reçu par Me LE-BEY notaire à TOULOUSE, le 14/03/2019, enregistré au Service de l'Enregistrement de Toulouse 3, le 15/03/2019 DOSSIER 2019 00015355 réf 3104P03 2019 N 00600

La société dénommée **BOULENGE**, SARL au capital de 1 000,00 EUR, dont le siège social est à SAINT JORY (31790), 1 place de la Résistance, RCS TOULOUSE 528440589.

A cédé à la société dénommée **J.C.D.M.**, SAS, au capital de 1 000,00 EUR, dont le siège social est à TOULOUSE (31200), 71 Boulevard Silvio Trentin, RCS TOULOUSE 843742693.

Un fonds de commerce de PIZZERIA ET RESTAURATION RAPIDE A EMPORTER OU SUR PLACE situé à SAINT JORY (31790), connu sous la dénomination « **PIZZA MONTANA** », 1 Place de la Résistance, identifié au registre du commerce et des sociétés de Toulouse sous le numéro RCS 528 440 589 avec tous les éléments corporels et incorporels composant ledit fonds.

Moyennant le prix de 53.000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 32.570,00 € et au matériel, mobilier commercial et outillage pour 20.430 €.

Propriété et entrée en jouissance au jour de la signature de l'acte.

Les oppositions, s'il y a lieu, devront être faites dans les dix jours de la dernière en date des insertions légales, en l'étude de Maître GATUMEL, Notaire associé, 2 rue Condeau, 31200 TOULOUSE.

**Pour insertion**

**TRANSFERTS  
DE SIÈGE**



**Marielle VALMARY - Avocat**  
61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS

**ARNAUD PROTECTION  
FORMATION  
INCENDIE - APFI**  
SARL au capital de 2.000 €  
Siège Social 34 rue Pasteur  
31700 BLAGNAC  
808 963 631 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'associé unique du 15/03/2019, il a été décidé du transfert du siège social du 34 rue Pasteur – 31700 BLAGNAC à Résidence Les Orris – 10 rue des Mésanges – 66120 FONT-ROMLEU Cedex, et ce rétroactivement à compter du 01/11/2018.

Les statuts ont été modifiés en conséquence.



**Xavier LASSUS**  
Avocat à la Cour  
55, voie l'Occitane – Bât Actys I  
31670 – LABEGE INNOPOLE  
Tél. : 05.61.53.25.21  
Fax. : 05.61.53.27.09  
cabinet@xls-avocats.fr

**SCM de Gameville**

**SCM de Gameville**  
Société Civile de Moyens  
Au capital de 100 €uros  
Siège social :  
31, avenue de Gameville  
31650 SAINT ORENS DE GAMEVILLE  
RCS Toulouse D 817 658 339

Aux termes d'une délibération de l'AGE du 12 Mars 2019, à effet du 1er avril 2019, il a été décidé de transférer le siège social du 31 avenue de Gameville, Saint-Orens de Gameville (31650), au 56-58, avenue de Gameville à Saint-Orens de Gameville (31650), et modifier en conséquence l'article 3 des statuts.

**Pour avis.**

**BC CONSTRUCTIONS**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 7 000 euros  
Siège social : 12 Impasse de la Charbonnière - 31400 TOULOUSE  
839 847 076 RCS TOULOUSE

**Avis de publicité**

Aux termes de la décision de l'associé unique du 19/03/2019, il résulte que:  
Le siège social a été transféré à 11 Allée de Longuetterre 31850 MONTRABE, à compter du 19/03/2019.

L'article «Siège social» des statuts a été modifié en conséquence.  
Mention sera faite au RCS de TOULOUSE.

**Pour avis,**

**BOULENGE SARL**  
au capital de 1 000,00 EUR  
1 place de la Résistance,  
SAINT JORY (31790)  
RCS TOULOUSE 528 440 589

**Transfert de siège**

Aux termes d'une assemblée Générale en date du 13/03/2019, il a été décidé de transférer le siège social à l'adresse suivante : Chez Monsieur Sébastien BOULENGE, 1 place de la Résistance, 31790 SAINT JORY, à compter du 14/03/2019, date de cession du fonds de commerce.

**Pour avis  
La gérance**



**ALVES AGENCEMENT**  
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 euros  
Siège Social : 46 BIS CHEMIN DE GUILHERMY  
31100 TOULOUSE  
R.C.S. TOULOUSE 491 881 546

Aux termes du procès verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 1er février 2019, il a été décidé de transférer le siège social au 4 Impasse du Pinson-31 190 MIREMONT

L'article 4 des statuts a été modifié en conséquence.

**Pour avis**

**CLELOR INVESTISSEMENTS**  
SARL au capital de 8 000 €  
Siège social : 6 rue de Valmy  
93100 MONTREUIL  
RCS BOBIGNY 490 122 389

L'AGE du 4 mars 2019 a décidé de transférer le siège social au 15 rue du Gorp 31400 TOULOUSE à compter du 4 mars 2019.

Gérant : Monsieur ANDRETA Emanuele-Maria, demeurant 15 rue du Gorp 31400 TOULOUSE

L'article 4 des statuts est modifié en conséquence.

La société sera immatriculée au RCS de TOULOUSE.

**SOLARIAN**  
SASU au capital de 100 €  
Siège social : 26 Rue Du Peintre Lebrun 78000 VERSAILLES  
833701899 RCS de VERSAILLES

L'associé unique en date du 20/03/2019, a décidé de transférer le siège social au Cantegril 31540 ST FELIX LAURAGAIS, à compter du 20/03/2019.

Présidence : PIERRE-ANTOINE ERRARD 26 Rue Du Peintre Lebrun 78000 VERSAILLES

Radiation au RCS de VERSAILLES et immatriculation au RCS de TOULOUSE

**I 2 M**

**Société par actions simplifiée**  
au capital de 1 000€  
Siège social : 8 Lotissement du Pré Vert, 31840 AUSSONNE  
SIRET : 820 247 302 RCS TOULOUSE

Aux termes de la décision de l'associé unique l'associée unique du 30 juin 2018, il résulte que :

Le siège social a été transféré à 80 chemin des courses 31100 TOULOUSE, à compter du 30 juin 2018.

L'article 4 « Siège social » des statuts a été modifié en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse.

**MODIFICATIONS  
STATUTAIRES**



**A2BK**  
Société par actions simplifiée  
au capital de 50 000 euros  
Siège social : Z.A Marignac  
Route de Lavar  
31850 MONTRABE  
RCS 453 900 128 TOULOUSE

**Avis de publicité**

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 février 2019, il résulte que :

La SAS LGK GESTION dont le siège social est fixé au Route de Lavar Le Moulin de Grousset à LAVALETTE (31590) a été nommée en qualité de Président pour une durée indéterminée à compter du 20 février 2019 en remplacement de Monsieur Joël BRAMOULLE, Président démissionnaire, à cette date.

**Pour avis,  
Le Président**



**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SC LABARTHE**  
Société civile immobilière de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
514 904 416 RCS TOULOUSE

**Avis de remplacement  
du gérant**

Aux termes d'une délibération en date du 18.12.2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé :

M. Thomas BAYLAC demeurant 148 route du Château Trompette – 31380 SAINT JEAN LHERM, en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de M. Serge ESPIGAT, démissionnaire, à compter du 18.12.2018.

L'article 15 des statuts a été modifié en conséquence par la suppression du nom de M. Serge ESPIGAT sans qu'il soit procédé à son remplacement.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE

**Pour avis,**

**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SC DU TUCOL**  
Société civile immobilière de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
502 651 961 RCS TOULOUSE

**Avis de remplacement  
de gérant**

Aux termes d'une délibération en date du 18.12.2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a nommé :

M. Thomas BAYLAC demeurant 148 route du Château Trompette – 31380 SAINT JEAN LHERM, en qualité de gérant pour une durée illimitée en remplacement de M. Serge ESPIGAT, démissionnaire, à compter du 18.12.2018.

L'article 15 des statuts a été modifié en conséquence par la suppression du nom de M. Serge ESPIGAT sans qu'il soit procédé à son remplacement.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE

**Pour avis,**



**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**FONCIERE DU PETIT PARADIS**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 8 000 euros  
4 Chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
509 359 626 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, la collectivité des associés a pris acte de la décision prise par M. Serge ESPIGAT de démissionner de ses fonctions de gérant et a nommé en qualité de nouveau gérant M. Thomas BAYLAC demeurant 148 route du Château Trompette – 31380 SAINT JEAN LHERM pour une durée illimitée à compter du 18 décembre 2018.

**Pour avis,**

**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SARL SAINT JEAN FLOTIS**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 800 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
817 803 059 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, la collectivité des associés a pris acte de la démission de M. Serge ESPIGAT de ses fonctions de gérant à compter du 18 décembre 2018 et a décidé de ne pas procéder à son remplacement.

L'article 12 des statuts a été modifié en conséquence et la mention de M. Serge ESPIGAT a été supprimée.

**Pour avis,**

**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SCCV AUCAMVILLE MERIC**  
Société civile de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
820 664 464 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la démission de M. Serge ESPIGAT, cogérant, à compter de cette date et ne sera pas remplacé. L'article 15 des statuts est modifié en conséquence.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis,**

**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SCCV SAINT ALBAN AMIEL**  
Société civile de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
822 352 597 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la démission de M. Serge ESPIGAT, cogérant, à compter de cette date et ne sera pas remplacé. L'article 15 des statuts est modifié en conséquence.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis,**

**Taxis VIVANCOS Eric**  
EURL au capital de 8.000 €  
Siège social : 221 route de Seysses, 31100 Toulouse  
502 726 052 RCS de Toulouse  
En date du 01/04/2019, le gérant a nommé en qualité de gérant Auto business service, SASU au capital de 1.000 euros, ayant son siège social 4 square de l'ariege ( apt b103 ), 31470 Fonsorbes, 825 046 311 RCS de Toulouse représentée par M. Abdelouhab Damien en remplacement de Class affaire transport, à compter du 01/04/2019.  
Modification au RCS de Toulouse



**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SCCV COLOMIERS LASPLANES**  
Société civile de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
813 320 850 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la démission de M. Serge ESPIGAT, cogérant, à compter de cette date et ne sera pas remplacé. L'article 15 des statuts est modifié en conséquence.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis,**

**SELARL FIRMAS MAMY SICARD DEBLOUYS**  
Avocats  
266 avenue de Grande-Bretagne  
31300 TOULOUSE  
Tél. : 05.62.47.64.64

**SCCV TOULOUSE PELET**  
Société civile de construction vente  
au capital de 1 000 euros  
4 chemin de Begou  
31150 LESPINASSE  
820 720 183 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 18 décembre 2018, l'Assemblée Générale Ordinaire a pris acte de la démission de M. Serge ESPIGAT, cogérant, à compter de cette date et ne sera pas remplacé. L'article 15 des statuts est modifié en conséquence.

Modification sera faite au Greffe du Tribunal de commerce de TOULOUSE.

**Pour avis,**

**LE KIOSQUE MIXTE**  
Société par Actions Simplifiée au Capital de 1 500 Euros  
Siège social : 1 Route de Latrape  
31 310 RIEUX-VOLVESTRE  
RCS : TOULOUSE 820 791 754

Aux termes d'une délibération en date du 06.03.2019, les associés ont décidé :  
- de nommer Madame Magali RASCOL demeurant 14 Rue des Maures – 31 310 Montesquieu-Volvestre en qualité de Directrice Générale de la société pour une durée non limitée à compter du 06.03.2019 en remplacement de M. Jonathan ZIMMERMANN démissionnaire

**Pour avis  
le représentant légal**



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

**IL ETAIT UNE FOIS**  
Société à responsabilité limitée  
au capital de 16.622,45 euros  
ramené à 8.295,98 euros  
Siège social : 47 route des Vitarelles  
31830 PLAISANCE DU TOUCH  
403 529 712 RCS TOULOUSE

Suivant l'assemblée générale extraordinaire en date du 7 décembre 2018 et les décisions corrélatives de la Gérante du 21 janvier 2019, le capital social a été réduit d'un montant de 8.326,47 euros par voie de rachat et annulation de 546 parts sociales, le capital étant ainsi ramené de 16.622,45 € à 8.295,98 €. Les statuts ont été actualisés en conséquence.

Mention sera faite au RCS de Toulouse

**Pour avis,**

**Accompagnement & Solutions**  
EURL au capital de 61.000 €  
Siège social : 89 route d'Espagne, 31100 Toulouse  
509 859 468 RCS de Toulouse  
L'AGE du 22/03/2019 a décidé de modifier l'objet social de la société qui devient : Suppression de l'activité : gestion immobilière  
Modification au RCS de Toulouse





13, impasse teynier  
31100 Toulouse

## SOCIETE BELMAS

SARL au capital de 21 723,98 euros  
Siège social : 19 rue de la République  
31700 BEAUZELLE  
RCS TOULOUSE 385 090 279

Aux termes d'une délibération en date du 12/12/2018, l'AGE a décidé d'étendre l'objet social activités de Transport public routier de marchandises et location de véhicule avec conducteur. Commissionnaire de transports et de modifier en conséquence l'article 2 des statuts.

Pour avis

## NON-DISSOLUTIONS



### SCP BERKOUK

Avocats à la Cour  
32 Rue d'Alsace-Lorraine  
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 25 janvier 2019, l'Associée unique de la société **AGRI BAT**, SAS au capital de 10.000 €, dont le siège social est à TOULOUSE (31100) 57 Route d'Espagne - Bâtiment Le Colombier - Appt. 7, immatriculée sous le n°538 209 867 au RCS TOULOUSE, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis  
Le président

### SCP BERKOUK

Avocats à la Cour  
32 Rue d'Alsace-Lorraine  
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une délibération en date du 25 janvier 2019, l'Associée unique de la société **DELTA CONSULTING**, EURL au capital de 27.000 €, dont le siège social est à TOULOUSE (31100) 57 Route d'Espagne - Bâtiment Le Colombier - Appt. N°7, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le n°487 967 267, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis  
La gérance

## ART GOURMAND

Société à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 713, chemin de Poussau, 31430 LE FOUSSERET  
841 025 042 RCS TOULOUSE

Aux termes d'une décision en date du 5 mars 2019, l'associé unique, statuant en application de l'article L. 223-42 du Code de commerce, a décidé qu'il n'y avait pas lieu à dissolution de la Société.

Pour avis  
Monsieur Xavier D'ESPARRON  
Gérant associé unique

## DISSOLUTIONS - LIQUIDATIONS



### UP YOUR RETAIL

Société par Actions Simplifiées  
au capital de 5 000 euros  
Siège social : 12 Rue Alphonse Ville  
31120 ROQUETTES  
R.C.S. TOULOUSE 807 884 564

Aux termes du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 30 Novembre 2018, l'associé a décidé la dissolution anticipée de la Société à compter du 30 Novembre 2018 et sa mise en liquidation et ont nommé comme liquidateur Monsieur Guillaume RABARY - domicilié 12 Rue Alphonse Ville - 31120 ROQUETTES.

Le siège de la liquidation est fixé au siège social : 12 Rue Alphonse Ville - 31120 ROQUETTES  
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE

**PAPRIKA** Société civile immobilière à capital variable au capital de 500 sise 17 CHEMIN DU ROUSSIMORT 31270 FROUZINS 792822322 RCS de TOULOUSE, Par décision de l'AGE du 16/03/2019, il a été décidé la dissolution anticipée de la société, nommé liquidateur M. ALVAREZ Antoine 17 chemin du roussimort 31270 FROUZINS, et fixé le siège de liquidation au siège social où seront également notifiés actes et documents. Mention au RCS de TOULOUSE.



### Manany

Société par actions simplifiée  
au capital de 20.000 euros  
Siège social : Lieu dit le Village  
31370 FORGUES  
RCS Toulouse 828 331 496

### Avis de clôture de liquidation

En date du 22 mars 2019, l'associé unique a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus de la gestion et décharge du mandat de liquidateur de Mme Hélène Morel, demeurant Lieu dit Le Village - 31370 FORGUES et constate la clôture de la liquidation.  
Les comptes de liquidation ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de Toulouse

Pour avis,  
Le liquidateur

### ST LOUIS 2

Société Civile Immobilière  
Capital : 1000 €  
Siège social : BOULOC (31620) 398  
Chemin de Bouxoulis  
RCS TOULOUSE : 808 423 792

### Avis de cloture de liquidation

L'Assemblée Generale Extraordinaire du 08/02/2019 des associes a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur, l'a déchargé de son mandat, et a constaté la cloture des opérations de liquidation.  
Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de TOULOUSE

Pour avis  
Le liquidateur

### SCP BERKOUK

Avocats à la Cour  
32 Rue d'Alsace-Lorraine  
31000 TOULOUSE

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 31 mars 2018 de la société **MARC LATESSA CONSULTANT SECURITE SASU** en liquidation, au capital de 2 000 euros, dont le siège de liquidation est à TOULOUSE (31000) 72 rue Pierre Paul Riquet Bâtiment B, immatriculée au RCS de TOULOUSE sous le numéro 509 662 748 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné à Monsieur Marc LATESSA, liquidateur, quitus de sa gestion et décharge de son mandat, et constaté la clôture de liquidation.

### ACONCAGUA

Société par actions simplifiée à associé unique en liquidation au capital de 7 500 euros  
Siège social : 21 Rue Bellegarde 31000 TOULOUSE  
810 771 436 RCS TOULOUSE  
AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION  
Par décision du 31/12/2018, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au Liquidateur Mr Stéphane NOGUERA demeurant 18 Avenue de Gavarnie - 31240 L'UNION, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation. Les comptes de liquidation seront déposés au RCS de TOULOUSE.

### SASU MY ELEC

en liquidation  
Capital social : 3000 €  
Siège social : 886 chemin Parro 31660 BUZET/TARN  
Aux termes d'une décision en date du 25/03/19, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur prononcé la clôture de la liquidation de la société.  
La société sera radiée du RCS de Toulouse.

Forme : **SASU Mg food 31** au capital de 500 euros. Dénomination : Mg food 31. Siège social : 2 rue arthur rimbaud 31200 Toulouse, 824089171 RCS de Toulouse. L'AGE du 12/01/2018 a approuvé les comptes définitifs de liquidation, donné quitus au liquidateur de sa gestion, l'a déchargé de son mandat et prononcé la clôture des opérations de liquidation à compter du 12/01/2018 RCS Toulouse.

## DIVERS

### SANDHI

SAS au capital de 100 000 €  
Siège social : 4 Chemin Du Ruisseau  
69130 ECULLY  
751 297 599 RCS de LYON

Par décisions de l'associé unique du 22/01/2019, il a été décidé à compter de ce même jour :

- de prendre acte de la démission du comité de Direction de la société ADETEL GROUP
- de transférer le siège social au 417 L'Occitane - 31670 LABEGE CEDEX
- Président : M. CHABANNE Yvan Jean Philippe au 10 allée de la Chênaie 33200 BORDEAUX
- Radiation du RCS de LYON. Immatriculation au RCS de Toulouse



8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à LESPINASSE 31150** Résidence L'ENCLOS DU COUVENT Année de construction 1989 COPROPRIETE en cours de création. Montant des charges de Copropriété : Non communiqué

T1- 33.49 m²- Apt n°17 en RDC avec balcon - 1 Allée Paul Riquet - DPE : D - Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).  
• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 44 000 €.  
• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 48 000 €  
Contactez le Service Vente au 05.81.501.501

8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à SAUBENS** Résidence LE VILLAGE 1 Année 1997 - COPROPRIETE en cours de création. Montant des charges de Copropriété : Non communiqué

T3 - 69 m² - Apt n° 211 au 1er étage avec balcon -3 rue de l'Europe - DPE : C Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).  
• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 90 000 €.  
• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 100 000 €  
Contactez le Service Vente au 05.81.501.501

8 Allée du Lauragais - BP 70131-31772 COLOMIERS CEDEX. **VENTE D'UN APPARTEMENT VACANT à SAUBENS** Résidence LE VILLAGE 1 Année 1997 - COPROPRIETE en cours de création. Montant des charges de Copropriété : Non communiqué

T3 - 69 m²- Apt n° 201 au RDC avec balcon - 3 rue de l'Europe - DPE : D - Conformément à la loi Elan et à l'article L443-1 (III) du CCH, les biens sont proposés en priorité dans un délai de 2 mois à compter du présent avis à l'ensemble des locataires de logements appartenant aux bailleurs sociaux dans le département (sous plafonds de ressources).  
• Prix de vente aux locataires d'Altéal sous plafonds de ressources : 89 000 €.  
• Prix de vente à l'ensemble des personnes physiques, des gardiens d'immeuble et des collectivités territoriales : 99 000 €  
Contactez le Service Vente au 05.81.501.501



9 avenue Parmentier  
31086 Toulouse

### ANYWAVES

Société par actions simplifiée au capital de 92.000€ porté à 105.000€  
Siège social transféré : ENAC,  
7 avenue Edouard Belin  
31400 TOULOUSE  
829 142 827 RCS TOULOUSE

Aux termes des décisions de l'assemblée générale en date du 1er mars 2019, le siège social a été transféré de RAMONVILLE ST AGNE à TOULOUSE. Aux termes de la même assemblée et des décisions du Président en date du 21 mars 2019, le capital a été porté de 92.000 € à 105.000 € au moyen d'une augmentation de capital souscrite en numéraire. En conséquence, les articles 4 et 7 des statuts sont modifiés comme suit :  
Article 4 - Siège social : Ancienne mention : Parc Technologique du Canal, 10 avenue de l'Europe, 31520 RAMONVILLE ST AGNE - Nouvelle mention : ENAC, 7 avenue Edouard Belin, 31400 TOULOUSE.  
Article 7 - Capital : Ancienne mention : 92.000 € - Nouvelle mention : 105.000 €  
Mention sera faite au RCS de Toulouse.

Pour avis,

### ADN PROPLETE & SERVICES

Entreprise Unipersonnelle à responsabilité limitée  
au capital de 1 000 euros  
Siège social : 11 Allée de Longue terre - 31850 MONTRABE  
833 512 205 RCS TOULOUSE

### Avis de publicité

Par décision du 21/03/2019, l'associé unique a adopté la modification suivante : La dénomination sociale a été modifiée et devient **DNA PROPLETE & SERVICES**, à compter du 21/03/2019. En conséquence, l'article 2 des statuts a été modifié comme suit :

Ancienne mention : ADN PROPLETE & SERVICES  
Nouvelle mention : DNA PROPLETE & SERVICES  
Mention sera faite au RCS : TOULOUSE.

Pour avis,

## MANAGEMENT INTERNATIONAL DE LA VALORISATION DES TERRITOIRES (MIRVALT)

SARL au capital de 2 000 €  
Siège social : JANY  
31370 POUCHARRAMET  
RCS TOULOUSE 490 587 086

Suivant délibération de l'assemblée générale extraordinaire du 20/03/2019 :

1/ il a été décidé de procéder à une augmentation de capital de 13 000 €, à compter du 20/03/2019, par incorporation directe d'une pareille somme prélevée sur le compte «réserve légale».

Le capital social est ainsi fixé à la somme de 15 000 € divisé en 1 500 parts de 10 € au lieu de 2 000 € divisé en 200 parts de 10 euros

2/ le siège social de la société est transféré à compter du 20/03/2019 : de POUCHARRAMET (31370) - Lieu-dit Jany à TOULOUSE (31076) - Bâtiment Entreprise - 75 Voie du Toec

3/ démissionne du poste de gérant, à compter du 20/03/2019 :

- Mr PUJOL Daniel demeurant Lieu-dit Jany - 31370 POUCHARRAMET

4/ est nommé en qualité de gérant, à compter du 20/03/2019 :

- Mr PUJOL Fabien demeurant à TOULOUSE (31300) - Apt 03 - 2 rue Gilles Goislard de Monsabert

5/ la nouvelle dénomination de la société, à compter du 20/03/2019, est la suivante : «CONCEPT BOIS»

6/ l'article 2 des statuts a été modifié, suite à l'extension de l'objet social à effet du 20/03/2019, de la façon suivante :

La société a pour objet :

- Toutes opérations commerciales directement ou à la commission

- Toutes opérations se rapportant au conseil aux entreprises dans les domaines de la stratégie, du marketing, de la gestion et de l'organisation économique.

- Toutes opérations et actions de formation

- Toutes activités de dessin industriel

Le reste de l'article est inchangé.

Mention sera faite au RCS de TOULOUSE

Pour avis,  
Le représentant légal

### LA HAVANA

Société par actions simplifiées (associé unique)  
au capital de 14.642,45 euros  
Siège social : 9, bis avenue Frédéric Estebe - 31200 Toulouse  
424 769 917 RCS Toulouse

### Avis de publicité

Par décision du 7 mars 2019, l'associé unique a décidé la transformation de la Société en Société par actions simplifiée unipersonnelle à compter du 7 mars 2019.

Cette transformation entraîne la modification des mentions ci-après qui sont frappées de caducité :

Forme  
Ancienne mention : Société à responsabilité limitée

Nouvelle mention : Société par actions simplifiée

Dénomination sociale : mention non modifiée, la dénomination sociale reste LA HAVANA

Administration  
Anciennes mentions : Gérant : Sofien BOULFETAT, né le 20 juillet 1978 à Toulouse - de nationalité Française, demeurant 31, avenue de Toulouse-31240 L'Union.

Nouvelles mentions : Président : Sofien BOULFETAT, né le 20 juillet 1978 à Toulouse - de nationalité Française, demeurant 31, avenue de Toulouse-31240 L'Union.

Le président est nommé pour une durée indéterminée.

Siège social : Mention non modifiée, le siège reste fixé au 9, bis avenue Frédéric Estebe - 31200 Toulouse

Capital social : mention non modifiée, le capital social reste fixé à 14.642,45 euros ;

RCS : Toulouse

Pour avis

### SASU GS CONSTRUCTION

Société par actions simplifiée au capital de 20 000 euros  
Siège social : 2 Ter Chemin Al Cers  
31450 MONTGISCARD  
835 297 318 RCS TOULOUSE

### Modification dénomination sociale, Transfert siège social, Augmentation de capital

Aux termes des décisions de l'associé unique en date du 8 mars 2019, il a été décidé :

1° de modifier la dénomination sociale de la société qui devient désormais : SAS GS CONSTRUCTION

2° de transférer le siège social du 2 Ter Chemin Al Cers, 31450 MONTGISCARD, à ZI de Ratalens, 8 Impasse de Ratalens, 31240 SAINT JEAN

3° d'augmenter le capital social d'une somme de 80 000 euros, par incorporation de réserves pour le porter de 20 000 euros à 100 000 euros.

Les articles 3, 4, 7 et 8 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour avis et insertion  
Le Président

### Etude de Maître Hélène CHAVIGNY

Notaire  
à BESSIERES (Haute-Garonne),  
84 Faubourg des Arts.

### Insertion - changement de régime matrimonial

Suivant acte reçu par Maître Hélène CHAVIGNY, Notaire à BESSIERES, 84 Faubourg des Arts, le 21 mars 2019, a été reçu le changement de régime matrimonial portant adoption de la communauté universelle avec attribution intégrale au conjoint survivant par :

Monsieur Yann LE MEILLAT, retraité, et Madame Véronique Annick Claude PASQUIER, sans profession, son épouse, demeurant ensemble à MON-ASTRUC-LA-CONSEILLERE (31380) 5 les Hauts de Cante.

Monsieur est né à NANTES (44000) le 29 septembre 1955,

Madame est née à NANTES (44300) le 6 juin 1961.

Mariés à la mairie de ORVAULT (44700) le 28 novembre 1980 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

sont présents à l'acte.

Les oppositions des créanciers à ce changement, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion  
Le notaire.



### SCP ABFM

Notaires Associés  
Maître Olivier FIS  
8 Boulevard Jean Jaurès  
31260 SALIES-DU-SALAT

### SCI DU CENTRAL

Siège Social : TOULOUSE (31500)  
10 Impasse René Couzinet  
Capital social : 2.000,00 €  
RCS TOULOUSE : 535 240 931

Aux termes de l'AGE en date du 26/03/2019, il a été décidé à l'unanimité :  
- la démission de M. Jean-Claude Albert François PUGIBET, demeurant à BIARRITZ (64200), 22 rue Tamamès, né à CASSAGNE (31260), le 20/07/1957, à compter du 26/03/19 et la nomination de M. Denis Jean Charles NEVES, demeurant à COURSAN (11110), 6 av. Georges de Caunes, né à L'UNION (31240), le 27/02/1975, à compter du 26/03/19 pour une durée illimitée.

- le changement de siège social, anciennement à TOULOUSE (31500), 10 Impasse René Couzinet et nouvellement à SALIES DU SALAT (31260), 1 Av Jules Nougue. A compter du 26/03/19.

POUR AVIS ET MENTION,  
Me Olivier FIS, Notaire.

## VALMARY & LAUNOIS-CHAZALON

SELARL  
Au capital de 240.000 €  
réduit à 120.000 €  
Siège Social : 61 allée du Comminges  
31770 COLOMIERS  
RCS TOULOUSE 790 798 789

L'assemblée générale extraordinaire du 31/01/2019, a décidé de :

- réduire le capital social s'élevant à 240.000 € d'un montant de 120.000 € pour le porter à 120.000 € par voie d'annulation de 1.200 parts sociales de 100 € de valeur nominale, rétroactivement depuis le 31/12/2018

- prendre acte de la démission de Béatrice LAUNOIS-CHAZALON de ses fonctions de cogérante rétroactivement depuis le 31/12/2018. Marielle VALMARY est maintenue en qualité d'unique gérante de la société pour une durée indéterminée.

- remplacer la dénomination sociale « VALMARY & LAUNOIS-CHAZALON » par « Marielle VALMARY - Société d'Avocats » à compter du 31/01/2019

Les statuts ont été modifiés en conséquence.

## RECTIFICATIFS

Rectificatif aux annonces parues dans le Journal Toulousain du 21/03/2019 concernant la dissolution et la liquidation **FER-CLASS** il convenait de lire M. JOUFFREAU et non M. JOUFFRAU.

Rectificatif à l'annonce parue dans le Journal Toulousain du 21/03/2019 concernant la **Sci DBS - TUILERI E**, il convenait de lire SSP en date du 12/02/2019 et non 11/02/2019

Rectificatif à l'annonce parue le 14/03/2019 concernant **LDAC SERVI CES** il convenait de lire forme : SASu et non société à responsabilité limitée